Gérald Bronner

Petite frappe scientiste

Gérald Bronner est professeur de sociologie à l'Université de Paris, membre de l'Académie des technologies et de l'Académie nationale de médecine.

Recueil d'articles critiques sur le personnage et ses ouvrages

2014-2022

Table des articles

Fabrice Flipo
Démocratie des crédules ou arrogance des clercs ?
janvier 2014 1

Pierre Thiesset
Faut-il expédier Gérald Bronner dans l'espace ?
Octobre 2014 12

Dominique Boullier
Le biais Bronner ou la *reductio ad cerebrum*
Avril 2021 18

Jean-Michel Hupé, Jérôme Lamy, Arnaud Saint-Martin
Effondrement sociologique
ou la panique morale d'un sociologue
Mars 2021 35

Julien Giry, Antoine Hardy, Philippe Huneman, Emmanuel Kreis, Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin
Panique morale à l'Elysée !
sur le rapport de la commission Bronner
Janvier 2022 66

Brochure au format A5 de 84 pages.

Fabrice Flipo

Démocratie des crédules ou arrogance des clercs ?

janvier 2014

Gérald Bronner,
La démocratie des crédules,
éd. PUF, 2013.

Le thème de cet ouvrage est fortement d'actualité. Il est question en effet de la massification de l'information et de ses conséquences, notamment sur la vie en commun. L'auteur le souligne dès son introduction: la confiance étant au cœur de l'ordre social, celle-ci ne va-t-elle pas se trouver mise à mal par la prolifération anarchique de l' « offre » d'information?

Les deux premiers chapitres décrivent quelles ont été les révolutions successives dans le domaine de la fabrication et la diffusion de l'information, que l'auteur appelle la «révolution sur le marché cognitif», et les dangers possibles. On ne reviendra pas ici sur le premier point, bien décrit dans d'innombrables ouvrages consacrés à la «société de l'information», son histoire et ses enjeux [1]. Venons-en tout de suite à ce qui nous paraît être l'apport du livre: la mise en évidence de diverses formes de biais qui peuvent se manifester dans l'acquisition de connaissances, en tant qu'elles se distinguent des croyances.

Nous sommes tout d'abord sujets à ce que les psychologues appellent les « biais cognitifs » (p. 239), que l'auteur étaye au moyen de plusieurs exemples convaincants. S'ajoute le « biais de

[1] Mattelart A., *L'Invention de la communication*, La Découverte, 1997, Ed. Orig. 1994: Compiègne I., *La société numérique en question(s)*, Editions Sciences Humaines, 2011 ; Castells M., *La société en réseaux*, Fayard, 1998; Breton Ph. & S. Proulx, *L'explosion de la communication*, La Découverte, 2012 (réédition) etc.

confirmation », qui vient de ce que les tentatives que nous mettons en œuvre pour tester une croyance tendent en général à privilégier les expériences vérifiant la croyance, plutôt que celles qui pourraient l'infirmer. Le « théorème de la crédulité informationnelle » énonce qu'internet, proposant une masse énorme d'informations non structurées, facilite l'enfermement des individus dans une sphère de croyances dans laquelle les informations rencontrées ne cessent de confirmer les hypothèses (ou préférences politiques) de départ.

Un autre élément est la « taille de l'échantillon » : si quelqu'un vous dit qu'il a tiré dix fois un 12 aux dés, il est important de savoir combien de fois il a lancé les dés… Ainsi peut aussi s'expliquer que parmi les innombrables formes qu'ont pu prendre les masses noirâtres de fumée issues des Twin Towers en feu, l'une d'entre elles ait pu prendre l'apparence d'un visage, assimilable à celui du diable. Occulter que les tours ont brûlé de longues heures rendrait cette irruption totalement improbable.

Les effets de la crédulité

L'auteur liste ensuite un certain nombre « d'effets ». L'effet « râteau » rappelle que l'individu a une représentation du hasard qui est toujours plus organisée que le hasard véritable, il tend donc à « trier » (comme un râteau) dans les occurrences qu'il voit se répéter et y voit un ordre, qui n'y est pas forcément lorsqu'on l'objective statistiquement.

L'effet « Othello » souligne le rôle de la narration dans la crédibilisation d'une conclusion potentiellement improbable, ainsi le personnage de Shakespeare se trouve-t-il à tuer la femme qu'il aime, manipulé par un individu qui a peu à peu instillé la suspicion dans son esprit.

L'effet « de cascades d'informations » ou « de réputation » explique qu'il est plus facile d'adhérer à la croyance la plus répandue, car s'en écarter serait coûteux, puisqu'il faut alors se singulariser. Enfin s'il est parfois exact que nous sommes plus intelligents à plusieurs, dans de nombreux cas c'est l'inverse qui se produit.

Une communauté entière peut se tromper, mais voir la confirmation unanime des autres comme une preuve du bien-fondé

de ses croyances (p. 262). Le dilemme du prisonnier, décliné au marché actuel de l'information, conduit les médias à chercher rapidité avant la qualité, d'où un phénomène de mutualisation des erreurs.

« Faire reculer en nous le savant d'illusion »

D'où diverses conclusions. Tout d'abord, limiter la concurrence (p. 186). La concurrence doit jouer bien sûr mais au-delà d'un certain point elle se retourne contre l'objectif qui est attendu d'elle: la fiabilité de l'information. Miser sur l'éducation, oui, mais cela ne suffit pas, car le problème est d'abord celui de la structuration du marché de l'information, qui, pour l'auteur, amplifie les effets néfastes pointés du doigt. Plus important est de « faire reculer en nous le savant d'illusion » (p. 304), ce qui passe notamment par une refonte de l'ingénierie de la communication, notamment scientifique, qui tiendrait compte des divers obstacles pointés dans l'ouvrage. D'où par exemple la suggestion d'intégrer ces réflexions dans la formation des journalistes.

Disons-le d'emblée : les problèmes pointés par l'auteur dans la formation des croyances sont réels. Chacun a pu constater leur existence, et le mérite de cet ouvrage est de les pointer d'une manière assez systématique. Dans bon nombre de cas, la démonstration est convaincante. On ne peut sans plus d'analyse conclure, après avoir vu la figure du diable se dessiner dans un nuage de fumée, en déduire que l'attentat a été l'œuvre du Malin. L'apport des statistiques et plus généralement de « la méthode », comme le soutient Bronner, est indispensable à la transformation des croyances (ou hypothèses) en connaissances validées.

La rationalité au sens d'un établissement universel du vrai est une pierre angulaire de la démocratie, car sans elle on ne voit plus comment il serait encore possible de se mettre d'accord sur quelque chose. On pourrait même ajouter que le rationalisme est la pierre angulaire du sécularisme. Que les faits soient vérifiables par tous est une condition de la démocratie. Les arguments sont de nature théologique à partir du moment où ils s'appuient sur des éléments qui exigent la foi. Le partage est donc extrêmement important à délimiter, et l'on ne nous verra pas céder un pas sur ce terrain.

Tous crédules ?

Cependant d'autres démonstrations sont plus critiquables. Que les sites évoquant positivement l'astrologie sortent en premier sur Google ne prouve pas forcément qu'Internet diffuse davantage les connaissances erronées que les faits dûment attestés, mais peut-être que le moteur de recherche vous renvoie ce dont vous avez envie, ce qui est bien la destination de ce genre d'algorithme. Il serait plus ennuyeux que des encyclopédies comme Wikipédia, que chacun peut amender s'il le souhaite, présentent le même type de biais. Or apparemment tel n'est pas le cas, puisque Wikipédia semble être aussi fiable que l'*Encyclopedia Britannica* [2], contrairement à ce que prétend Bronner (p. 294).

L'auteur prête trop peu de rationalité aux usagers, et en tout cas ne donne pas d'éléments sociologiques permettant de confirmer qu'il a raison de le faire. L'analyse des témoignages de Thomas ou la lettre de « l'un des animateurs » du site ReOpen911 (qui met en doute les conclusions officielles sur les attentats du 11 septembre) sont passibles des mêmes critiques : ils pourraient être lus de manière très différente, et d'ailleurs une lettre sur le second site indique que cet « animateur » ne s'est pas reconnu dans la présentation que Bronner a fait de son attitude.

Les tests réalisés par l'auteur à propos du « finalisme » en biologie sont soit insuffisamment présentés dans l'ouvrage, soit trop confus (p. 312). Soutenir que le darwinisme, c'est accepter que si la girafe à un long cou, c'est parce qu'elle est seule à avoir survécu est une tautologie qui n'explique rien de l'évolution [3]. Aucune thèse aujourd'hui ne peut éviter de faire appel à une forme ou une autre de finalisme philosophique, au sens où comme le soutient Hans Jonas, la vie se caractérise par une préférence de l'être sur le non-être. Autre chose est d'en donner une explication par la religion, ou de soutenir que la question ne doit pas entrer dans le champ de la biologie en tant que discipline constituée. Enfin faire du nombre de requêtes pour « Illuminati » sur Internet un « marqueur de l'imaginaire conspirationniste » est clairement très excessif.

---

[2] Giles J., "Internet encyclopaedias go head to head", *Nature* n°438, pp. 900-901 (15 December 2005).

[3] La discussion est complexe, voir notamment le volumineux dictionnaire édité par P. Tort, *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, PUF, 1996, ou encore Hoquet T., *Darwin contre Darwin: comment lire L'origine des espèces*, Paris, Seuil, 2009.

Un livre engagé

Les démonstrations les plus critiquables penchent à peu près toutes du même côté, incitant à lire l'ouvrage sous un autre angle, moins scientifique et plus engagé. Gérald Bronner met en scène un pouvoir « militant » qui semble être omniprésent, et dont la cible serait l'individu irrésolu, avec l'objectif de le faire basculer dans le sens de la résolution. Et Internet amplifierait cette tendance, donnant une prime non pas à la rationalité, aux connaissances, mais au militantisme, c'est-à-dire aux personnes qui sont animées d'un fort souci de convaincre. D'où par exemple le fait qu'une requête sur l'astrologie mène sur des sites pro-astrologie. Dans les débats publics « l'effet d'ancrage » donne une prime au contestataire, contre les institutions (p. 232), de même que sur Internet via « l'effet d'Esope », où ceux qui crient au loup sont les plus entendus (p. 257).

Les théories du complot bénéficient quant à elles d'un « effet de dévoilement » (p. 99) qui est très séduisant, car donnant l'impression d'avoir accès à une cohérence qui semblait jusque-là absente. Le militant s'appuierait sur une conception de la démocratie où les droits n'auraient plus les devoirs en contrepartie. Pourtant le droit de s'exprimer n'implique pas le droit de mettre sur un même pied croyance et connaissance ; le droit de décider ne m'autorise pas à travestir les faits ou à estimer que je suis compétent sur tous les sujets.

Le problème est qu'on ne sait pas précisément qui sont ces « militants » ni quels sont leurs arguments, ni s'ils ont effectivement le pouvoir que Bronner leur prête. Les « militants » de l'astrologie sont mis dans le même sac que celui des « militants » anti-OGM ou des « militants » de l'homéopathie. Sociologiquement, cela n'a guère de sens. Les travaux sur l'écologisme montrent par exemple que ce courant politique est plutôt plus rationaliste que la moyenne, et moins « croyant » [4]. L'ensemble fait donc un peu théorie du complot. Il y aurait le vertueux citoyen, qui doute, et le militant aveugle qui s'apprête à l'assaillir.

Aucun argument sociologique ne vient à l'appui de cette thèse selon laquelle « les militants » sont animés par des croyances,

---

[4] Notamment Inglehart R., *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, Éd. Orig. 1990, p. 478.

aveugles et irrationnelles, plutôt que des raisons. Chacun constatera pourtant, en s'intéressant aux écrits desdits « militants », qu'il y a lieu d'être plus nuancé que cela, et que si tout n'est pas bon à prendre, tout n'est pas à jeter non plus. Parler de « convictions » au lieu de « croyances », pour traduire *belief*, au sens de Rawls, pour qui la pierre de touche en matière de jugement est « nos convictions bien pesées » [5], aurait permis d'être un peu moins excessif.

La confusion entre science, technique et politique

D'où plusieurs problèmes. Le premier est une articulation déficiente voire une confusion entre science et politique. Des questions politiques sont présentées comme de purs enjeux de connaissance. Ainsi des suicides à France Télécom (2006-2009) l'auteur ne pose que la question statistique de l'existence réelle d'une « vague ». Des OGM il ne retient que l'exagération médiatique qui a fait suite à la publication de l'étude Séralini. Ces « informations » ne sont pas remises en contexte. Les sciences politiques savent pourtant que la mise à l'agenda d'un sujet peut avoir recours à toutes sortes de prétextes dont le but est d'abord performatif, pour mettre un problème dans l'espace public et qu'il devienne un objet de débat sociétal.

« Les militants » ne sont pas les seuls à utiliser la ficelle du prétexte, loin de là. Les hommes et les femmes politiques y ont sans cesse recours – une phrase nous revient en tête, selon laquelle la France ne peut pas accueillir « toute la misère du monde ». L'enjeu était-il, à ce moment-là, de porter toute la misère ? Bien sûr que non. Le politique, lieu de la rhétorique, qui comporte ses règles et ses codes, ne peut pas sans erreur être compris comme un processus scientifique déficient. Ou alors il faut assumer la thèse, et non pas en vouloir uniquement aux « militants ».

Bronner s'y refuse et donne l'impression d'une très forte partialité, dans sa manière d'établir qui « croit » et qui « connaît ». Se refusant à admettre que la controverse soit politique l'auteur est conduit à étendre très loin le domaine de « la science », incluant les agences chargées de l'expertise – ainsi l'European Food Safety Agency est-elle purement et simplement identifiée à « la science »

[5] Rawls J., *Théorie de la Justice*, Paris, Seuil, 1987, Éd. Orig. 1971.

(p. 213). Bronner confond science et technique, il confond ce que Bourg et Whiteside distinguent comme « science éclairante » et « science agissante » [6], ce qui lui permet par la même occasion de « démontrer » l'inanité de tous les processus de type « conférence de citoyens », au motif qu'il serait évidemment absurde de débattre de la science, puisqu'il n'y a qu'une vérité (p. 206).

L'auteur est mal informé sur le contenu de ces processus, qui n'ont jamais cherché à remplacer les scientifiques mais à ouvrir les possibles techniques, ce qui est bien différent. Il est mal informé sur l'usage que les militants font de la science: leur posture minoritaire les conduit au contraire à devoir asseoir plus fermement leurs arguments – ce qui ne veut pas dire avaliser les solutions qu'ils préconisent. Ils ne contestent pas la science en général, puisqu'ils y ont massivement recours. Confondant science et technique, il est amené à s'inscrire dans une posture platonicienne, peu compatible avec la démocratie, récusant comme « populiste » toute intrusion des citoyens dans la gestion des affaires publiques, mis à part les moments électoraux.

Vers une sacralisation de la science ?

C'est donc à une défense en règle des choix techniques établis que se livre en réalité Gérald Bronner. Le ton est donné dès l'introduction : qui n'accepte pas tout de « la science », sans aucun tri, oublie que c'est elle qui nous a sorti du Moyen-âge et sauvés d'une mort assurée avant l'âge de 30 ans (p. 8). Il faudrait donc lui rendre grâce, plutôt que de la soumettre à la question. Pourtant un certain nombre de dangers ont bel et bien été co-construits par « la science », au sens où Bronner emploie ce terme : dépendance au pétrole, déchets nucléaires dangereux pour des milliers d'années, changements climatiques, effondrement de la diversité biologique, empoisonnement aux pesticides, etc. Toutes sortes de risques reconnus par des instances officielles, sans doute pas celles que l'auteur consulte.

Bronner construit un discours extrême qui fait miroir à celui des plus radicaux critiques de « la science », et interdit tout débat sérieux, comme l'avait pointé Jean-Pierre Dupuy à propos des

[6] Bourg D. & K. Whiteside, *Vers une démocratie écologique*, Paris, Seuil, 2011.

nanotechnologies [7]. Tout à sa croisade, Bronner, s'il s'inquiète de l'influence des « militants », ne cherche jamais à mesurer l'influence d'intérêts puissants et bien équipés pour le « marketing cognitif » qu'il appelle de ses vœux : les firmes qui vendent les produits dont le consommateur est prié d'ignorer les effets négatifs. Nous avons pu pour notre part, dans le cas des technologies de l'information, mesurer à quel point les usagers n'ont aucune connaissance précise de la dimension écologique des produits dont ils dépendent pourtant, et à quel point les usagers, contrairement à ce que dit Bronner, font confiance aux institutions, estimant que s'il y avait un problème, c'est précisément de leur ressort d'y faire face [8].

On peut pourtant se demander si la fuite en avant dans le « tout-numérique », c'est-à-dire le « tout-épuisable », est bien raisonnable, et s'il n'y a pas lieu d'en faire un débat public avant de s'engager dans une voie que nous pourrions bien regretter par la suite, de même que l'on regrette aujourd'hui de n'avoir pas mieux isolé les bâtiments. Gérald Bronner n'évoque pas le cas de ces « vérités qui dérangent » qui mettent des décennies à remonter le courant informationnel activement entretenu par des organisations qui n'ont pas seulement la bonne volonté bénévole mais aussi des financements extrêmement importants à leur disposition, et dont l'Agence Européenne de l'Environnement, autre agence officielle, a pourtant retracé l'histoire [9].

L'auteur semble donc succomber à ses propres critiques. Biais de confirmation, puisqu'il est inutile de vérifier ce qu'il en est de l'utilité des OGM ou de l'usage réel de l'argument de la « vague » à France Télécom. Effet de communauté, puisqu'il ne fait manifestement pas partie du monde « militant », bien que ses convictions soient affirmées. Taille de l'échantillon, avec des conclusions sociétales qui semblent hâtivement tirées de quelques expériences éparses de psychologie (ce qui n'ôte rien à leur intérêt, à l'échelle de l'individu). Si l'on ajoute la charge politique du livre contre la démocratie participative (p. 201) et le « populisme », défini comme « toute expression politique donnée aux pentes les moins honorables et les mieux partagées de l'esprit humain » (p.

---

[7] Dupuy J.-P. et Roure F., *Les nanotechnologies: éthique et prospective industrielle*, Conseil général des mines et Conseil général des technologies de l'information, 2004.
[8] Flipo & al., *Peut-on croire aux TIC vertes ?*, Presses des Mines, 2012.
[9] EEA Agence Européenne pour l'Environnement, *Late lessons from early warnings: science, precaution, innovation*. EEA Report n°1/2013.

266), l'ensemble sonne comme une défense en règle de l'ordre établi, voire de la « République des Savants », faisant fi de l'histoire récente, notamment dans le domaine écologique, où il existe un consensus pour estimer que ce sont les « lanceurs d'alerte » qui ont mis sur la place publique la quasi-totalité des sujets dont les agences se sont saisies par la suite: changement climatique, perturbateurs endocriniens, épuisement des ressources fossiles, etc.

À l'évidence Gérald Bronner ne fait pas partie des personnes qui doutent.

Il ne se demande pas non plus quels effets sur la confiance peut avoir l'irresponsabilité des autorités, qui semblent à le lire être toujours à la hauteur des enjeux. Pourtant les faits sont là, pour qui veut les observer et si besoin les discuter. Ainsi par exemple des rapports World Energy Outlook, de l'Agence Internationale de l'Énergie. Le rapport 2004 estimait que le prix du baril de pétrole serait de 30 dollars, en 2030 ; il est estimé à 215 dollars, dans le dernier rapport (2012). Ces chiffres sont vérifiables. L'agence est une référence mondiale en la matière, elle était pourtant massivement dans l'erreur, en 2004. On peut aussi se demander si l'argent dépensé dans ITER, les nanotechnologies etc. l'est à bon escient, et ceci même du point de vue de Bronner, qui semble être particulièrement soucieux de préserver « les intérêts économiques » (là aussi, lesquels ?).

Pensons au Concorde, à la navette spatiale et à bien d'autres promesses dont certaines se sont effondrées avec l'éclatement de diverses bulles spéculatives. Puisque l'auteur aime à citer Christian Morel [10] il a aussi pu lire sous la plume de cet auteur comment des projets pharaoniques peuvent être menés sur des décennies en pure perte, avec la bénédiction des autorités.

Réduire l'écart entre science et société

L'auteur, quand il affirme que dans un monde idéal chaque spécialiste devrait être employé en fonction de sa compétence (p. 320) et que cela devrait suffire, ignore complètement un problème récurrent dans les questions qu'il aborde de manière trop

[10] Morel C., *Les décisions absurdes – sociologie des erreurs radicales et persistantes*, Paris, Gallimard, 2002.

superficielle : le fait que les problèmes publics (les OGM, les ondes, le changement climatique etc.) ne sont pas configurés en fonction des catégories produites par la division scientifique du travail. Un climatologue ne peut pas trancher à lui seul sur la question de la dangerosité du changement climatique. D'où des processus d'expertise extrêmement élaborés tels que le GIEC, qu'il faut sans doute encore améliorer mais encore faut-il pour cela admettre que l'expertise ne se confond pas avec la science. C'est là tout l'enjeu de la « démocratie technique », terme que l'on doit à des auteurs que Bronner brocarde [11].

On peut sans doute suivre l'auteur dans sa mise en cause de l'astrologie ou dans sa critique du droit de telle ou telle conviction « militante » à s'imposer, sans débat. On ne peut le suivre quand il s'en remet aveuglément aux rapports officiels, ou qu'il se refuse à poser la question des procédures de l'expertise, commettant des confusions grossières entre science et technique, science et expertise. Tout porte à croire dans ces conditions que l'accusation de « militantisme », n'étant pas étayée, est utilisée d'une manière purement rhétorique, destinée à disqualifier les parti-pris politiques qui ne sont pas ceux de l'auteur. L'accusation de « militantisme » peut alors être retournée, car il y a aussi un militantisme de l'ordre établi. Bronner s'inscrirait ainsi dans une entreprise de défense de l'ordre moral, à la manière d'un Luc Ferry [12].

On ne peut toutefois que rejoindre son souci de restaurer les «sociétés savantes», dont il déplore la quasi-disparition. Notre hypothèse est toutefois assez différente de la sienne. Loin de ramener la population à la raison, ces sociétés pourraient participer à réduire l'écart qui se creuse, et que Bronner souligne avec raison, entre science et société. Crise de la science agissante, dont la rationalité n'est plus la mieux partagée du monde. Mais aussi crise de la science éclairante, qui laisse les questions que les citoyens se posent sans réponse convaincante, arguant de leur « irrationalité ».

Ce qui montre au passage qu'une attitude comme celle de Bronner peut tout-à-fait faire le lit de tous les irrationalismes. Les associations écologistes tant brocardées par l'auteur sont d'ailleurs

---

[11] Callon M., Lascoumes P. & Y. Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.
[12] Ferry L., *Le nouvel ordre écologique*, Paris, Gallimard, 1992.

les descendantes de ce genre de société, auxquelles elles sont parfois encore étroitement liées. C'est le cas de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature ou de France Nature Environnement, descendante des sociétés naturalistes. (Re)mettre les sciences en société n'aurait donc pas automatiquement pour effet de ranger les indécis du côté du « bon » côté.

Fabrice Flipo
Professeur de philosophie sociale et politique et en épistémologie.
Il est enseignant à Télécom EM et chercheur
au Laboratoire de Changement Social et Politique
(Paris 7 Diderot).

Article publié sur le site Slate.fr le 23 janvier 2014.
http://www.slate.fr/tribune/82509/democratie-credules-arrogance-clercs

https://sniadecki.wordpress.com/2020/01/12/scientisme-bronner/

Pierre Thiesset

Faut-il expédier Gérald Bronner dans l'espace ?

Octobre 2014

Il pérore dans les médias. Il est professeur de sociologie à Paris. Il est édité par les vénérables Presses universitaires de France. Il est couronné, reçoit des mains de Jacques Attali le « prix Procope des Lumières ». Sa parole fait loi. Mais tous ces crédits et tous ces prestiges ne lui suffisent pas.

Gérald Bronner veut aussi le martyre. Il a besoin en plus d'être plaint. D'être présenté comme un courageux minoritaire qui se débat contre le « totalitarisme » envahissant de la décroissance. Contre les critiques si omniprésentes de la technologie. Contre les hordes de luddites qui se déchaînent partout dans l'espace public et persécutent les Scientifiques (que leur nom soit sanctifié, que leur règne vienne et que leur volonté soit faite).

Dans son dernier livre expéditif intitulé *La Planète des hommes*, Gérald Bronner s'emploie à « réenchanter le risque » pour contrer la bande de timorés qui nous gouverne. Après avoir visionné quelques films apocalyptiques, vu un graffiti sur un mur, lu des commentaires sur Facebook ou regardé une vidéo sur Youtube, ce génie produit par l'université peut l'affirmer : la satanée remise en cause de la technologie est devenue « la grande idéologie de notre temps », comparable aux eschatologies des religions, aux sectes millénaristes, aux théories du complot…

Coupables d'attenter au Progrès, nous n'envisagerions l'avenir qu'avec pessimisme. Devant la puissance de destruction exponentielle que déchaîne le déferlement technologique, voilà que des idées aussi hérétiques que celles de « Pièces et Main d'Œuvre, par exemple, dont l'extrémisme il n'y a pas si longtemps nous aurait spontanément scandalisés, paraissent aujourd'hui audibles à beaucoup ». Le trouillomètre à -150, notre risque-tout s'effraie du

« pouvoir de nuisance » de ce « groupuscule » accusé de faire « régner » un « climat d'intimidation » dans la région grenobloise, de terroriser les scientifiques par une radicalité qui, « hier encore, […] aurait été sans réfléchir assimilée à celle d'une secte comme les amish ».

Sous le choc, le grand esprit en est persuadé :

> « Jusqu'à présent, c'est une narration fondée sur la peur qui a dominé le marché [sic] des idées contemporaines. […] une apocalypse provoquée par l'être humain et son activité technologique est devenue un scénario typique de la fiction. Certains de nos contemporains paraissent subjugués par un horizon mortifère, craignant le contenu de leur assiette, l'air qu'ils respirent, ayant le sentiment de vivre dans un environnement empoisonné. »

En guise d'arguments, Gérald Bronner n'hésite pas à raconter n'importe quoi. On ne sait s'il falsifie par médiocrité, par manque de rigueur ou s'il ment sciemment, toute honte bue. Toujours est-il que selon lui, nos ancêtres communiaient dans l'optimisme béat ; si les récits d'anticipation décrivaient un futur inhumain écrasé par le règne des machines, c'est qu'ils chantaient les louanges de la technologie [13].

Alors qu'aujourd'hui, les Français ont des craintes illégitimes ; ils osent croire, les pleutres, qu'habiter près d'une antenne-relais augmente les risques de cancer. Cela relève pour Bronner d'une représentation « fantasmée », « contre les données scientifiques ». Et peu importe si l'Organisation mondiale de la santé a elle-même reconnu que les ondes électromagnétiques des téléphones portables étaient cancérigènes, peu importe si les autorités sanitaires ont elles-mêmes constaté des cas de cancer anormaux chez des enfants dont l'école était située à proximité d'une antenne-relais. De même, il ne faudrait pas trop s'alarmer de la pollution de l'air, puisque fumer des cigarettes c'est quand même bien plus dangereux.

Voilà le niveau de la pensée bronnerienne, qui atteint des sommets quelques paragraphes plus loin, à propos des bienfaits de l'eau de Javel : Gérald Bronner estime « qu'un certain nombre de victimes de maladies nosocomiales auraient pu être épargnées »

---

[13] Pour démystifier ce genre de sottises, lire François Jarrige, *Technocritiques Du refus des machines à la contestation des technosciences*, La Découverte, 2014.

(appréciez la précision des données) si les hôpitaux n'avaient pas proscrit l'utilisation de « la très utile eau de Javel » – sauf que celle-ci n'a jamais été interdite des hôpitaux et y est toujours utilisée. Et la non-utilisation de l'eau de Javel en Haïti due aux « atermoiements précautionnistes » serait responsable de la propagation d'une épidémie de choléra et de la mort de 5 000 personnes « au moins ». Sauf que là aussi, l'auteur est dans l'affabulation grossière [14].

Tout comme il affabule quand il assène qu'il n'y a plus de recherche publique sur les organismes génétiquement modifiés en France, alors que l'INRA séquence des génomes, innove, artificialise, biotechnologise.

Peu importe la véracité des faits. Alors que Gérald Bronner dénonce la « rhétorique de l'intimidation » des partisans de la décroissance, c'est lui-même qui emploie cette rhétorique. Il va jusqu'à raconter qu'en freinant le sacro-saint progrès, l'humanité prise d' « anthropophobie » court vers l'anéantissement :

> « La vie sur Terre s'interrompt de façon certaine si nous acceptons de vivre sous le joug de l'heuristique de la peur qui nous fait prendre le risque insensé de l'interruption de l'arborescence technologique. »

« Sous prétexte d'une prudence qui confine au repliement, nous prenons le risque insensé de notre disparition », répète-t-il quelques pages plus loin. « Il est totalement imprudent d'interrompre notre déploiement technologique », car « le respect de l'impératif moral de sauver l'espèce ne peut être évidemment que technologique ». Quand un astéroïde menacera de se fracasser sur notre petite planète, c'est la technologie qui nous sauvera ! Quand l'humanité sera confrontée à « l'apocalypse solaire », c'est la technologie qui nous sauvera ! C'est elle qui nous permettra de fuir la Terre et de quitter le système solaire. Les scientifiques découvrent de plus en plus d'exoplanètes : il y a donc de l'espoir ! Nous pourrons devenir maîtres et possesseurs de la galaxie, si seulement nous nous en remettions intégralement aux ingénieurs pour décider de notre sort. Et donc, l'exalté demande :

> « Qui sait si telle recherche sur tel OGM aujourd'hui ne permettra pas de découvrir des formes d'organismes végétaux compatibles avec un voyage interstellaire ? »,

---

[14] Comme l'a montré Stéphane Foucart dans son article « Choléra en Haïti : autopsie d'une légende urbaine », *Le Monde*, 20 novembre 2014.

Hein, qui sait ?

Vous trouvez ces propos délirants ? Vous pensez que s'il s'agissait d'une copie d'un élève en première année de sociologie, il serait recalé ? Mais non, Monsieur est sociologue d'État, Monsieur est la Lumière des temps modernes, Monsieur est édité aux PUF, Monsieur est interviewé partout et peut répandre sans sourciller son tissu d'erreurs et d'approximations.

Mais ce que Monsieur feint de ne pas comprendre, c'est qu'il ne fait que répéter le discours dominant. Les invocations à l'innovation-moteur-de-croissance, elles sont sans cesse martelées par le gouvernement, par l'UMP, par les chroniqueurs économiques, les patrons, les syndicats, les universitaires, par un pitre comme Mélenchon qui veut résoudre la pollution avec des moteurs à air comprimé et qui appelle à tracer de nouvelles voies d'expansion en mer. Et même par les représentants actuels de l'écologie politique, telle une Cécile Duflot qui vient manifester avec les chercheurs pour un surcroît de subventions, qui leur apporte un « soutien total et résolu », parce que « la recherche c'est l'avenir 3 ».

Rassurez-vous Gérald Bronner, malgré le « principe de précaution » qui vous horrifie, malgré le « certain nombre de dispositions législatives désespérant la recherche et le développement de l'innovation » qui vous révulse, vos rêves d' « arborescence technologique plus développée » se portent bien. Le risque enchanté triomphe, dans les centrales nucléaires dont on prolonge la fin de course, dans les nanotechnologies qu'on manipule en toute insouciance, dans « le fabuleux développement de l'électronique », dans « l'informatique quantique », dans les drones qui guerroient et surveillent, dans l'amoncellement de déchets qu'on enterre, dans les villes saturées d'automobiles, de pics de pollution, de béton, dans la constellation de satellites qui alimente votre merveilleux GPS, dans l'accélérateur de particules, « formidable outil » de quelques milliards d'euros que vous célébrez.

Dormez tranquille, oubliez le cauchemar de ces scandaleux réactionnaires qui diffusent « l'image terrifiante d'une part finie des biens », qui appellent à partager des ressources limitées, à mettre des grains de sable dans les rouages de la mégamachine, à s'autolimiter, à développer l'autoproduction anticapitaliste, bref « à

envisager une vie monastique, faite de privations de tous les instants » comme vous le dites si bien.

N'ayez aucune inquiétude, l' « idéologie de l'intimidation pouvant conduire à une forme de déraison collective », vous en avez le monopole.

Pierre Thiesset
Article publié dans le mensuel *La Décroissance*, octobre 2014.

Gérald Bronner

Détruire la planète afin de réaliser l'essence de l'humanité

2014

> « Je partage tout à fait le point de vue de l'astrophysicien Stephen Hawking qui affirme que "l'avenir à long terme de l'espèce humaine se trouve dans l'espace". […]
>
> En quittant la Terre, il deviendrait évident que nous sommes *humains*, avant d'être *terriens*. C'est là un rappel essentiel car l'idéologie précautionniste, en nous proposant un rapport empreint de sentimentalité à la planète qui a vu notre naissance, a tendance à rendre indissociable notre destin du sien.
>
> Cette confusion crée un amalgame entre notre identité de terrien et d'humain. Elle nous contraint à penser que le problème fondamental est de ne surtout pas risquer de **détruire l'espace qui nous permet de vivre**. Être hypnotisé par cette possibilité, c'est, sous prétexte de **précautions inconséquentes**, renoncer à coup sûr à préserver l'héritage humain. En évitant l'indésirable, on s'abandonne au pire. Il me paraît donc important de l'affirmer : nous sommes humains avant d'être terriens. »
>
> Gérald Bronner, *La Planète des hommes*, 2014.

> « On ira dans les astres, – et quand la Terre sera usée, l'humanité déménagera vers les étoiles. »
>
> Gustave Flaubert, *Bouvard et Pécuchet*, 1881.

« Être radical, c'est prendre les choses par la racine. Et la racine de l'homme, c'est l'homme lui-même. »

Karl Marx, 1843.

Ici Gérald Bronner veut couper les humains de leurs racines terrestres au nom du Progrès-que-rien-ne-saurait-arrêter. En effet, préserver la nature qui nous permet de vivre libres et autonomes est une « précaution inconséquente » qui risquerait d'entraver le développement des sciences et des machines, de l'industrie et de l'économie ; les divinités tutélaires de l'Humanité.

Notre destin est de ravager l'Univers !

Et nous sommes en train de mettre le feu au monde rien que pour lui donner plus d'éclat !!!

Plus Bronner que ça, tu meurt.

Andréas Sniadecki, janvier 2020.

https://sniadecki.wordpress.com/2020/01/12/scientisme-bronner/

« *Arrête de faire ton Bronner !* »

Expression populaire désignant une personne qui affabule en permanence afin de faire passer son arrivisme pour du dévouement et de la philanthropie.

Dominique Boullier

Le biais Bronner ou la *reductio ad cerebrum*

Avril 2021

Sous couvert de plus-que-scientisme, Apocalypse cognitive *du sociologue Gérald Bronner court-circuite l'ensemble des principes de la rigueur scientifique. En proposant quelque chose de toujours plus gros, plus impressionnant, plus lointain dans l'histoire, l'auteur verrouille toute analyse détaillée des chiffres, des facteurs, des médiations. De quoi se retrouver estomaqué par tant de légèreté méthodologique et d'irresponsabilité politique.*

N'est pas Molière qui veut mais ma critique du livre de Bronner, *Apocalypse cognitive*, pourrait se contenter de transposer la réplique fameuse : « Le poumon ! Le poumon, vous dis-je ! » en un « Le cerveau ! Le cerveau, vous dis-je ! ». La discussion académique exige cependant un peu plus d'arguments, même si le livre en question a débordé largement le monde universitaire.

Résumons donc l'ouvrage.

Selon Bronner, notre époque contemporaine, celle des médias sociaux notamment, se caractérise par « une augmentation inédite du temps de cerveau disponible ». « On assiste » à une « dérégulation du marché cognitif » puisque chacun peut désormais publier, sans le contrôle des *gatekeepers* qu'étaient les médias, ce qui a fluidifié la rencontre offre-demande. Et cette dérégulation rencontre et « révèle alors involontairement les invariants du fonctionnement du cerveau de notre espèce ».

Depuis *Homo Sapiens*, l'espèce humaine est gouvernée par le sexe, la peur et l'agressivité et cette révélation est permise par le marché de l'attention, qui valorise toutes les satisfactions à court

terme. Nous nous devons de faire face à cette apocalypse. Il est grand temps d'« arrêter le cambriolage de notre trésor attentionnel » en « préservant les conditions sociales d'exploration des possibles », à savoir les sciences, les techniques et l'égalité des chances, et plus largement la rationalité.

L'argument a six avantages à la fois, qui sont autant de « sucre » pour nos cerveaux fainéants : l'évidence (quelque chose ne tourne plus rond dans le monde des médias), l'irénisme (pas de responsable, pas de coupable), la révélation (Homo Sapiens nous habite), une seule cause finale (le cerveau, vous dis-je), une seule méthode plus-que-scientifique (l'imagerie cérébrale), une seule solution (ne rien faire).

À la recherche de l'individualisme méthodologique perdu

Je devais lire cet ouvrage pour trouver un représentant contemporain de l'individualisme méthodologique qui tienne son rang. En effet, dans mon prochain ouvrage sur la « Sociologie des propagations » (à paraitre chez Armand Colin), et dans mes travaux plus récents sur l'histoire de la quantification dans les sciences sociales, je tente d'établir la nécessité de points de vue différents du social (et l'impossibilité d'un point de vue total) à partir d'une distribution du pouvoir d'agir : celui des structures (qui a dominé et domine toujours les sciences sociales), celui des préférences individuelles (qui est privilégié par les économistes néoclassiques et par la psychologie cognitive) et désormais les propagations qui permettent d'explorer ce qui circule à travers nous et qui nous affecte (virus, messages, idées, mouvements de foule).

Chacune des approches a ses méthodes, ses mérites et ses limites et ne peut prétendre traiter tout le social à elle seule. Mais pour équilibrer cette offre diplomatique de reconnaissance réciproque, il me faut trouver des représentants crédibles. Certes, je peux rejouer la partition des années 1970 entre Bourdieu et Boudon et cela me convient. Mais Gérald Bronner s'est toujours présenté comme l'héritier de Boudon et on peut lui accorder qu'il lui reste des traces de cette origine, mais sans doute plutôt à la mode homéopathique. Sa *reductio ad cerebrum* nous entraine bien loin malheureusement de l'individualisme méthodologique. Comment procède-t-elle ?

Dix réductions pour un cerveau

Partons donc de Boudon, de travaux comme ceux sur « l'inégalité des chances » (1984), par exemple. Montrer que les attentes et les représentations des élèves et de leur famille jouent un rôle dans leur orientation et dans leurs chances de mobilité sociale avait pu choquer ceux qui cherchaient à montrer l'effet quasi direct de l'école dans la reproduction des inégalités. Mais l'inspiration plus wébérienne de Boudon permettait de faire émerger le rôle de nos anticipations, erronées parfois, et cela en les appuyant sur des séries statistiques.

Et l'on retrouve bien cette profession de foi chez Bronner :

> « Ce ne sont pas de mystérieuses et puissantes forces sociales qui orientent le comportement des individus, comme on le croit dans la sociologie naïve, mais des micro-anticipations qui produisent des effets collectifs involontaires mais prévisibles. » (p. 214)

Et c'est à peu près tout ce que l'on trouvera comme référence au modèle dans tout l'ouvrage. Car ni statistiques sérieuses ni modèle ne sont nécessaires à la démonstration de l'apocalypse cognitive. Bronner préfère la théorie évolutionniste des idées du dernier Boudon et les raisons « transsubjectives » qui les font se propager (p. 19), assez tardiennes finalement, mais il les oublie vite pour se focaliser sur le cerveau, dans une version qui n'est plus intersubjective du tout.

Première réduction vis-à-vis de l'individualisme méthodologique : si les agents qui calculent leurs anticipations sont « *souvent* des acteurs stratégiques » (p. 291), ils se trompent le plus souvent. Les économistes en ont pourtant fait le centre d'intérêt de tous leurs travaux et modèles. La théorie des jeux (dont le dilemme du prisonnier) prétend rendre l'intersubjectivité calculable malgré toute cette incertitude générée par ces anticipations croisées et le CREA [Centre de recherche en épistémologie appliquée, ndlr], notamment Orléan, Dupuy et Livet, avait beaucoup révisé ces modèles de la décision en environnement incertain, en y introduisant notamment le rôle des conventions. Rien de tout cela ici, pas de trouble de la décision, pas de théorie des jeux, pas plus de modèles que de statistiques, mais seulement des *biais*.

Deuxième réduction, donc, tout est affaire de *biais cognitif*, dans la lignée de l'économie expérimentale et de la psychologie

économique (Thaler, Kahneman, tous deux prix Nobel d'économie). On doit atteindre bientôt la centaine de biais, mais Bronner ici est économe puisqu'il ne cite que les biais de confirmation, de réitération, d'intentionnalité, et de division.

Troisième réduction, *la division du monde en deux*, d'un côté les défenseurs du cerveau 2 (selon Kahneman), celui qui calcule et qui raisonne, les tenants de la rationalité, de l'autre ceux qui laissent faire le cerveau 1 qui réagit dans l'immédiat et dans la facilité. Mais l'apocalypse cognitive consiste cependant, nous dit l'auteur, à regarder en face le fait que nous sommes des êtres du cerveau 1, à impulsions immédiates pour des bénéfices à court terme.

Dans l'opération, une **quatrième réduction** est effectuée, celle du social à une question *d'individus.* Cela semble réaliste mais permet en fait d'évacuer (entre autres) toutes les questions de socialisation et d'apprentissage, une pensée des individus-en-relation donc. Est ainsi clairement affiché le parti-pris contre les sociologies qui veulent faire exister des entités non individuelles, comme « la société » (ou tout autre « groupe » ou « catégorie »), ce que Durkheim est parvenu à faire avec succès.

Cela permet de se placer (politiquement) dans le camp de ceux qui prônent la responsabilité des choix individuels contre tous les autres sociologues qui passent leur temps à expliquer les comportements individuels par des effets de structure et donc à « excuser », thème d'un ouvrage précédent de Bronner et Géhin (2017) sur « Le danger sociologique » (voir le blog SHS3G, Sciences Humaines et Sociales de Troisième Génération).

À plusieurs reprises, Bronner vante ici son refus d'une vision hétéronome des individus que la sociologie « naïve » véhicule, alors même que son approche par les biais cognitifs disqualifie elle-même la supposée autonomie des individus décideurs et pourvus de préférences. Mais ce débat serait alors une forme rebattue des discussions entre Bourdieu et Boudon. L'apport de Bronner se veut beaucoup plus décisif, réduire les individus à leurs cerveaux.

Cinquième réduction donc, les individus en question peuvent être analysés comme des *cerveaux*. Pas de société sans humains dotés de cerveaux, c'est difficilement contestable et une telle causalité semble parcimonieuse et donc suffisante pour toute explication. Mais ici, ce n'est plus un rasoir d'Occam, c'est un

rouleau compresseur. Ni philosophie de l'esprit ni « cognition distribuée » ne méritent l'intérêt. L'environnement, ses signaux, les dispositifs techniques, les messages, les échanges dans une équipe, etc., tout ce qui est nécessaire à l'activité cognitive a disparu, au profit d'un supercerveau hors sol et hors corps. Pourtant, pour des approches plus biologiques, le cerveau lui-même ne devrait plus être déconnecté du reste du corps, des sensations. La réduction au cerveau est donc caricaturale pour les sciences cognitives elles-mêmes mais Bronner va pourtant chercher celles qui sont les plus focalisées sur le cerveau, les neurosciences cognitives.

Sixième réduction : l'interdisciplinarité réduite ainsi à un branchement sur quelques auteurs et quelques publications des *neurosciences cognitives*. L'effet réducteur est double : le cerveau y est délibérément isolé et la procédure devient purement expérimentale. Ce qui constitue malgré tout un écart considérable avec la tradition sociologique. Non pas qu'il soit *a priori* condamnable. J'ai pratiqué moi-même, à la différence de Bronner semble-t-il, des expériences de sciences cognitives – mais pas de neurosciences, je l'admets – dans les laboratoires des usages (Lutin, Cité des Sciences) que j'ai créés en France dans les années 2000.

Mais lorsqu'on pratique ces expérimentations, on apprend tout le travail de réduction nécessaire pour faire émerger des faits validés au terme d'une procédure très longue, très contrôlée, très pointue et pourtant toujours faite de décisions arbitraires, qui toutes réduisent les limites de validité des résultats. Les travaux des chercheurs en sciences cognitives doivent rester très précis et circonscrits et ne prétendent pas éclairer des débats généraux, ce que Bronner se permet de faire à leur place.

C'est exactement ce que demande l'actuel ministre de l'Éducation nationale qui ne s'embarrasse pas de limites de validité ni de précautions dans le transfert de l'expérimental vers l'opérationnel. L'inexpérience expérimentale devient éthiquement suspecte quand elle sert à couvrir, sur le mode scientiste, des transpositions abusives dans le champ du débat public.

Mais cette focalisation incontrôlée sur l'expérimental permet d'opérer une **septième réduction**, celle qui réduit l'expérimental à *l'imagerie cérébrale*. La magie de l'image (voir c'est croire) ne peut que séduire. Pourtant, les médiations pour construire les faits sont innombrables : elles sont contrôlées par les collègues, par les

réglages standards des machines, par les protocoles acceptés par les revues, etc. Voilà de quoi est faite une science « en train de se faire », mais il est vrai que Bronner ignore délibérément la sociologie des sciences qui s'est développée depuis près de quarante ans, autour de Callon, Latour et Law, par exemple, alors qu'elle prend au sérieux toutes ces médiations qui permettent de faire tenir « un fait ». Dès lors, l'imagerie cérébrale suffit à « faire scientifique », en tous cas plus scientifique que les autres sciences sociales.

De fait, la **huitième réduction** est ainsi opérationnelle, puisque l'imagerie cérébrale fournira des *localisations*. Localiser, c'est causer, pourrait-on dire. Pourtant en linguistique clinique que j'ai un peu abordée auprès de Gagnepain et Sabouraud à Rennes, être capable de localiser une aphasie de Wernicke ou de Broca, c'est encore n'avoir rien compris du processus. Mais, nous dit-on, les images dynamiques permettent désormais de décrire comment des circuits neuronaux activent certaines zones successivement lors d'une activité cognitive. L'image du signal vaut processus et semble-t-il théorie, dans cette réduction qui permet de naturaliser et de biologiser toute activité sociale.

Car, la **neuvième réduction**, la principale, est en effet celle qui permet d'éliminer toute construction sociale, toute variation historique, géographique, culturelle, organisationnelle. Les individus humains fonctionnent de la même façon depuis *Homo Sapiens* puisqu'ils ont toujours le même cerveau, tous leurs comportements peuvent donc s'expliquer par des *invariants*. Le terme revient sans cesse dans le livre et cela peut paraitre étrange sous la plume d'un sociologue qui semble ainsi larguer définitivement les amarres avec sa discipline d'origine. L'auteur doit se contorsionner vers la fin du livre (p.285) pour préciser que cela n'en fait pas une fatalité, car il rappelle qu'il y a des tensions et des compétences nettement plus variées dans le cerveau et qu'elles entrent en conflit.

Mais tout le livre a poussé dans l'autre sens. Une sociologie de l'espèce qui ne dit pas un mot des différences culturelles est quand même à tout le moins une audace surtout lorsqu'on prétend élucider un grand changement médiatique tout récent. On perçoit surtout les conséquences politiques d'un tel dévoilement de notre destin : on ne peut rien faire contre des invariants qui sont installés

depuis *Homo Sapiens*. La puissance des déterminations organise l'impuissance politique qui marque tout l'ouvrage et tous les travaux de Bronner, ce qu'il n'a pourtant cessé de reprocher aux tenants des sociologies (« naïves ») des effets des structures sociales. « Apocalypse » ou « apothéose de la *reductio ad cerebrum » ?* Puisque ce n'est pas seulement le cerveau mais les invariants du cerveau qui expliquent tout.

Il pourrait même ajouter une **dixième réduction** en descendant au niveau du *sucre*, qu'il mentionne sur tous les plateaux télé comme la clé de toutes les satisfactions et addictions, et qui peut être selon les cas, de la dopamine, de la sérotonine, de l'adrénaline ou de l'ocytocine. Ce sont ces hormones et neurotransmetteurs qui dans tous les cas deviennent ainsi les substances clés, les opérateurs du cerveau lui-même. Bref une sociologie biochimique bien plus savante encore que l'imagerie cérébrale !

On mesure le chemin parcouru depuis l'individualisme méthodologique et le naufrage que représente sa réduction finale aux invariants du cerveau pour venir à l'appui d'une prophétie apocalyptique.

Adieux à la méthode scientifique

Il n'y a plus d'histoire

Un sociologue qui ne fait aucune référence précise à l'histoire comme méthode, c'est un peu gênant. Ainsi, lorsqu'il évoque la dérégulation de la télévision dans les années 1980, aucun acteur, aucune décision ne viennent à l'appui de l'argument qui se résume à ces sauts caractéristiques de la prose de l'auteur :

> « L'offre télévisuelle a longtemps été drastiquement régulée. *Dès lors que la pression étatique s'est relâchée*, on a observé ce que l'on observe toujours : un dévoilement de nos appétits les plus immédiats. » (p. 241)

Aucun gouvernement n'a pris de décision, aucune idéologie libérale n'était au cœur de la dérégulation, et aucun autre effet bien différent des appétits immédiats ne s'est produit et cela dans tous les pays de façon identique. N'adopter aucune méthode historique présente l'avantage d'éviter de désigner des responsables, pour pouvoir nous révéler cette fatalité qui vient de la nuit des temps.

Drame et ultralongue durée plutôt qu'histoire

Et pourtant, le phénomène actuel est historique et à risque. La capacité de Bronner à dramatiser la situation est indéniable : tout cela est d'autant plus grave… que cela remonte à Homo Sapiens. Par un raccourci saisissant d'absence d'historicité, la puissance de Facebook semble profiter directement des configurations cérébrales héritées du temps des cavernes. Bronner n'hésite pas à charger la barque des risques pour dramatiser :

> « Les risques qui pèsent sur notre vie commune sont patents : le dérèglement climatique, l'épuisement progressif de nos ressources, notre capacité à nous autodétruire par les armes, les symptômes les plus inquiétants de ce que j'ai appelé l'apocalypse cognitive, et bien d'autres dangers que nous ne voyons pas encore. » (p. 335)

On a envie, comme le fait souvent l'auteur vis-à-vis des écologistes, de crier haro sur le lanceur d'alerte, sur le collapsologue, sur le profiteur des pulsions les plus anciennes comme la peur ! Dramatiser et exploiter la peur semble dans son cas un ressort éditorial qui fonctionne. Cela fait partie de la méthode Bronner : l'*agrégation* pour faire toujours plus gros, plus impressionnant, plus lointain dans l'histoire, et rendre ainsi impossible une analyse détaillée des chiffres, des facteurs, des médiations.

La rationalisation du monde démarre ainsi dès « le développement des arts du feu » (p. 36-37), voilà qui renvoie Weber à ses chères études à courte vue. D'ailleurs Homo Sapiens a même « été témoin, il y a près de 12 000 ans, de l'émergence du politique » (p.36), mais on le comprend bien, il n'y est pour rien, il n'était que témoin. Tout ce travail préhistorique est d'ailleurs plutôt « une robinsonnade », comme dirait Marx, et comme le note **Martin Legros** (cf. encadré ci-dessous) dans une des seules revues critiques de la presse.

Préhistoire de l'attention

Selon le sociologue Gérald Bronner, la révolution numérique révélerait notre nature humaine la plus profonde, qui s'est

construite durant la Préhistoire. Une hypothèse stimulante ou simpliste ?

Voici un essai aussi passionnant que déroutant. Avec un sens de la dramatisation argumentée, Gérald Bronner propose un diagnostic original sur la crise de notre temps. Elle tient moins à des problèmes objectifs, comme le réchauffement climatique ou la montée en puissance des régimes autoritaires, qu'à un ressort psychique : la bataille de l'attention. Jamais dans l'histoire, l'humanité n'a disposé d'un tel capital attentionnel. Avec la réduction massive du temps éveillé que nous consacrons au travail sur toute une vie – en France, il est passé de 48 % en 1800 à 11 % aujourd'hui –, l'humanité a gagné un temps libre considérable – le fameux *« temps de cerveau humain disponible »,* selon la formule de Patrick Le Lay, le patron de TF1, à propos du capital que la chaîne vendait à ses annonceurs et que Bronner reprend à son compte sans jamais le citer, étrangement. *« Ce temps libéré de notre esprit a été multiplié par plus de cinq depuis 1900 et par huit depuis 1800 ! Il représente aujourd'hui dix-sept années, soit près d'un tiers de notre temps éveillé. C'est un fait inédit et significatif dans l'histoire de l'humanité. »*

Toute la question est de savoir ce que nous allons faire de cette précieuse ressource ? Allons-nous la consacrer à traiter collectivement les défis du moment, à base d'inventions scientifiques et technologiques, de partage des connaissances, de délibération démocratique et de régulation internationale ? Ou allons-nous la laisser se faire capturer par le marché dérégulé de l'information qui, à rebours de l'idéal d'émancipation des fondateurs de l'Internet, donne libre cours à nos penchants et favorise les biais cognitifs et le temps court ? À suivre Bronner, la balance penche du mauvais côté. Les informations qui nous captivent sont celles qui entretiennent nos peurs, confondent causalité et corrélation, relaient notre besoin de nous exhiber et de nous comparer, nous désinhibent de la violence et nous incitent à préférer les satisfactions immédiates du virtuel à la rude confrontation avec le réel.

Selon le sociologue, ce tableau clinique est une véritable *« révélation ».* D'où le terme d'*« apocalypse cognitive »* – apocalypse signifiant d'abord révélation d'une vérité cachée. Que révèle donc la dérégulation du marché de l'information ? Ni plus ni moins que…

notre nature humaine la plus profonde, constituée par les structures de notre cerveau et les *habitus* cognitifs acquis durant la Préhistoire. Loin d'avoir « dénaturé » l'homme en le soumettant à des dispositifs aliénants, le capitalisme numérique ferait apparaître les invariants de la nature humaine que nous avons tendance à refouler. L'homme des *clashs* sur les réseaux sociaux, prêt à adhérer aux infox et aux thèses complotistes, c'est *« l'homme préhistorique qui revient sur le devant de la scène ».* Un homme à qui il faut réapprendre à *« différer la satisfaction de ses désirs immédiats »* et à *« domestiquer l'empire de ses intuitions erronées ».*

Si l'hypothèse est intéressante, on est stupéfait de l'anthropologie simpliste sur laquelle elle repose. Pour Bronner, l'homme préhistorique est en effet un homme tellement occupé à assurer sa subsistance dans un milieu hostile qu'il ne peut s'expliquer le fonctionnement de la nature qu'en peuplant le ciel de créatures enchantées avec lesquelles il doit négocier en permanence. Jusqu'au jour où surgit la raison qui lui permet de passer d'un rapport de soumission à un rapport de domination avec le monde. Marx ironisait sur les « robinsonnades » par lesquelles les philosophes du XVIIIe siècle se représentaient l'homme préhistorique. On est stupéfait qu'un sociologue français, qui ne peut ignorer les travaux sur la Préhistoire et l'ethnologie moderne, d'André Leroi-Gourhan à Claude Lévi-Strauss en passant par Pierre Clastres ou Philippe Descola, puisse se faire une image aussi rudimentaire de l'homme prémoderne et de ses croyances. Et quand Bronner nous annonce que *« l'heure de la confrontation avec notre propre nature va sonner »,* on est séduits par l'hypothèse, mais on se demande où il a été cherché une image aussi fruste de Robinson.

Martin Legros, *Philosophie Magazine*, le 11 janvier 2021.
https://www.philomag.com/livres/apocalypse-cognitive

Des périodes historiques toujours plus longues sont toujours plus difficiles à documenter si l'on agrège tout, comme pour son calcul du « temps de cerveau disponible », qui aurait augmenté de façon dramatique depuis 1800, surtout si l'on y ajoute l'augmentation de la durée de vie.

Notons l'astuce de la datation, qui part de la révolution industrielle et donc du salariat qui permet de quantifier le temps de travail et le temps de repos supposé. Car, si l'on remontait au

Moyen Âge, les données du temps capté par le travail proprement dit seraient tout-à-fait différentes. Les nombreuses fêtes (près d'une trentaine par an, soit 11 semaines de congés par an), religieuses pour la plupart, engendraient un temps de travail inférieur à ce qu'on connait au XXe siècle malgré une durée de travail quotidienne indexée sur les levers et couchers du soleil, donc parfois très longue en été. La productivité n'est devenue vraiment un souci et une métrique qu'avec le capitalisme industriel et dans tous les cas, on peinerait à calculer ce qu'on peut appeler du « temps de cerveau disponible ».

L'attrape-tout conceptuel

Il eût fallu en effet un long travail d'exégèse de la notion… de Patrick Le Lay, pour la valider comme concept scientifique. Il eût été honnête de citer cet auteur qui contribue à la thèse centrale du livre et de le citer intégralement :

> « Dans une perspective *business*, soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. »

Le cynisme ou le réalisme de la proposition la rendent très claire : les programmes visent à préparer le spectateur aux messages publicitaires.

La production des contenus s'ajuste à la publicité qui filtre ainsi les goûts du public, ce que Bronner veut infirmer absolument puisque, selon lui, ce sont les biais du cerveau d'Homo Sapiens qui gouvernent tout. Parfois pointent des allusions à des responsables :

> « Même lorsque nous avons un appétit de connaissances, celui-ci peut facilement être détourné par la façon dont est éditorialisé le marché cognitif. » (p. 238)

On voudrait des noms, on attendrait des exemples. Mais rien ! Si se met en place un « cambriolage de notre attention », c'est que « l'incongruité et le surprenant sont ainsi les alliés de ceux qui cherchent à cambrioler une partie du plus précieux trésor du

monde connu » (p. 165). Mais aucun nom, aucune responsabilité documentée. Bref, un cambriolage sans cambrioleur !

La quantification artisanale

Dans son souci d'agrégation sauvage, l'élève de Boudon se révèle même fâché avec les exigences de la quantification puisqu'il exploite des données empruntées à Google Trends (Nabila plus recherchée que Tirole !), tout en admettant que sa méthode est « un peu artisanale » (p. 258), les artisans apprécieront. Mais pour faire plus scientifique, il cite *une* étude, comme il le fait souvent, celle de Stephens-Davidowitz, qui a travaillé sur les requêtes Google aux États-Unis. Et voici le fait qui vaut démonstration de la dégénérescence de l'attention de toute une espèce :

> « Lui aussi a observé la véritable obsession des internautes pour la sexualité. Les hommes sont véritablement hantés par la taille de leur pénis puisqu'ils posent plus de questions au moteur de recherches sur cette partie de leur anatomie que sur n'importe quelle autre de leur corps. » (p. 259)

Voilà l'apocalypse, voilà enfin révélé ce qui était caché : un humain mâle veut comparer la taille de son pénis au moins une fois dans sa vie pour savoir s'il est normal ou non. Comment ne pas désespérer de l'humanité après un tel résultat ? De même, le seul tableau croisé de d'ouvrage (p.244) montre clairement que les téléspectateurs préfèrent de loin les « fictions grand public » aux « fictions exigeantes » et les « documentaires grand public » aux « documentaires exigeants ». Les catégories en question ont été construites par l'auteur, sans référence aucune à des travaux du domaine, et sans la mise à l'épreuve de la robustesse de la classification que l'on doit exiger.

La manipulation des références

Il est plus dérangeant de procéder de la même façon quand on traite les références publiées. Prenons en deux que je connais bien puisqu'elles sont à la base de toute la science des données sur les propagations. Lorsque Bronner cite Leskovec, Backström et Kleinberg (2009) à propos des cycles de vie de l'actualité (p. 209), il ne mentionne évidemment pas que leur outil s'appelle un *meme tracker*, en référence à la mémétique. Il s'en sert uniquement pour confirmer son point de vue sur la diversité des sources et

l'homogénéisation des thèmes. Or, la recherche visait à suivre les *mutations des énoncés* pendant leur propagation, travail d'analyse linguistique particulièrement complexe, comme j'ai pu en juger quand j'ai tenté de le répliquer avec mes collègues de *data science* à l'EPFL [École Polytechnique fédérale de Lausanne, ndlr].

Mais en ne s'intéressant qu'aux sources, Bronner continue en fait un travail très simpliste de sociologie des médias qui sert son propos, l'homogénéisation des médias, en ne gardant que la dimension très agrégée des résultats. De même quand il reprend l'étude de Vosoughi et al. (2018), publiée dans *Science*, sur la viralité des *fake news*, il en tire la conclusion :

> « Les fausses informations vont six fois plus vite et sont plus partagées et repartagées que les vraies informations. La crédulité a donc un avantage concurrentiel important sur le marché cognitif dérégulé ». (p.222)

Or, ce n'est pas du tout ce que montre l'équipe de Vosoughi puisque, pour rendre compte de ce différentiel de propagation, ils ont dû construire un « score de nouveauté » (*novelty score*) qui explique cette différence par l'effet de choc, de surprise et de rupture avec les messages habituels reçus dans un environnement donné, qui du coup fait réagir et propager à nouveau. Rien à voir avec la crédulité mais plutôt avec l'effet de surprise que Bronner a pourtant reconnu comme une appétence du cerveau (p. 153) et qui est confirmée par les propos de Lachaux (p. 203), la référence pour l'auteur.

Quand dérégulation et invariants se rencontrent

Revenons sur la thèse du livre et sur ses conséquences politiques. Deux éléments clés méritent d'être mentionnés : la dérégulation du marché cognitif causée par les réseaux sociaux et le rôle des invariants du cerveau dans nos comportements contemporains, deux éléments qui se trouvent « se rencontrer » à notre époque, cette révélation valant apocalypse.

Sur les invariants du cerveau, on ne peut que s'étonner de ce point d'arrivée pour un sociologue, pour qui la diversité culturelle et historique devrait être la base de la méthode. L'universalité des biais cognitifs n'a jamais été mise à l'épreuve mais cela permet à peu de frais à toutes les sciences cognitives de se débarrasser de

leur *biais expérimentaliste*. Lorsqu'on construit un monde artificiel et qu'on assigne aux sujets des tâches totalement hors contexte, on sait que la validité des résultats est limitée par le cadre expérimental et qu'il convient d'être prudent avant de les transférer dans d'autres environnements et de les généraliser. Évidemment, cela permet de produire des lois, des effets, des biais, toutes choses que pratiquent les économistes orthodoxes, qui externalisent sans vergogne, pour ressembler aux sciences physiques.

Le monde ainsi construit n'a plus grand-chose à voir avec l'expérience vécue des humains ni avec les multiples facteurs que les sociologues (« naïfs ») passent leur temps à inventorier. Mais parmi ces biais cognitifs, certains se trouvent ravalés au second rang alors qu'ils sont pourtant des pistes intéressantes dans le contexte particulier des réseaux sociaux. La *surprise* a déjà été mentionnée (cf. les travaux de Vosoughi) et correspond exactement à ce que les plateformes des réseaux sociaux cherchent à engendrer, à savoir une réactivité, un « taux d'engagement » qui permet d'afficher des scores attractifs pour les marques et leurs placements publicitaires.

L'*habitude* des bulles cognitives se combine à la surprise, à la *nouveauté*, à ce que j'ai appelé un « régime d'attention de l'alerte ». La captologie, jamais évoquée par Bronner, s'y consacre, et sa responsabilité dans cette affaire est bien établie. De même, lorsque l'auteur reconnait, à la toute fin du livre (p. 340), que le cerveau est capable d'*arbitrage* : « Il se trouve que notre cerveau est aussi configuré pour arbitrer entre des plaisirs à court terme et des plans de plus longue haleine. » Aucune étude n'est mentionnée à l'appui de cela mais pourtant, voilà un argument qui permettrait de remettre les préférences individuelles et l'individu calculateur au centre du jeu.

Les quelques biais sélectionnés par Bronner ne l'ont donc été que pour créer cette anxiété qui attire le lecteur alors qu'il existe des pistes possibles d'arbitrage entre le court-termisme et les plans de longue durée. C'est ce point qui aurait mérité ensuite investigation pour rendre une action commune possible. En procédant ainsi, l'auteur s'économise tout le travail d'élaboration de solutions, travail particulièrement périlleux et complexe, comme j'ai pu l'éprouver lorsque j'ai tenté, dans *Comment sortir de l'emprise des*

réseaux sociaux (éd. Le Passeur, 2020), de proposer quatre formes de démantèlement des plateformes de réseaux sociaux et plusieurs mesures de régulation et d'autorégulation dans les interfaces même, ce qui permettrait de récupérer un contrôle sur ces supposés invariants. Car il existe des leviers d'action si l'on commence à retracer précisément la genèse de ce cambriolage.

Et c'est le deuxième volet de l'argument : *le cambriolage de l'attention sans cambrioleur*. Puisque les réseaux sociaux sont devenus si importants qu'en dix ans ils produisent cette apocalypse, on s'attendrait à une analyse fouillée de la genèse de ces plateformes (le mot n'est pas prononcé !). Mais ce serait courir le risque de nommer de potentiels responsables. Le cambriolage sans cambrioleur serait en fait inventé par le policier Bronner qui veut faire du chiffre éditorial, en quelque sorte ?

On peut se poser la question car le texte a beau multiplier les références au marché (de préférence cognitif), il fuit toute référence à la monétisation intervenue très précisément à la fin des années 2000 pour You Tube, Facebook et Twitter, avec l'installation de métriques qui permettent de vérifier (croit-on !) les effets de placements publicitaires. Les Représentants américains qui mènent audience sur audience pour exiger des explications de la part des plateformes semblent finalement nettement plus avertis des origines et des responsables que Gérald Bronner, chercheur de son état.

D'ailleurs, en passant, sans analyse, des mesures d'audience des médias traditionnels aux scores de recherches de Google, l'auteur ne traite pas sérieusement les processus techniques et économiques qui ont fait muter tout notre système médiatique dans les dix dernières années, passant de l'audience à l'engagement, à la réactivité mesurée par des traces et monétisée. Car cette histoire très conjoncturelle pourrait invalider la thèse de la responsabilité d'*Homo Sapiens*. L'auteur s'inquiète parfois du rôle des algorithmes, qui ont été conçus pour renforcer nos addictions (p. 188), lorsque c'est un ancien patron de Facebook qui le dit. Mais si les partisans de la « dénaturation de l'homme » s'emparent du même argument, et prétendent que « les mécanismes d'allocations publicitaires sont désormais régis par des algorithmes informés par des enchères dont les résultats aboutissent en un dixième de seconde » (p. 270), cela ne lui convient pas.

Car l'influence de la publicité se limite selon lui à valoriser « l'intérêt à court terme » (p.271) qui, lui, relève des fameux invariants ! On peut ainsi passer des « écrans », principaux attracteurs de notre attention (p. 77) aux algorithmes, en passant par les médias, sans aucun examen sérieux, sans media studies, sans intérêt pour les médiations plus largement. Tout cela pour ne pas donner de grain à moudre aux sociologies critiques, puisqu'il faut se situer dans une anthropologie prophétique. Le lecteur devra se contenter d'approximations, d'allusions à des cambrioleurs, « ces écrans et *ceux qui les exploitent économiquement* » (p. 86) car « *ils ne sont que* les médiateurs de la rencontre entre l'hypermodernité du marché cognitif et le très ancestral fonctionnement de notre cerveau » (p. 86).

Conclusion

Au terme d'un tel parcours, on se retrouve un peu estomaqué par tant de légèreté méthodologique et par tant d'irresponsabilité politique.

Légèreté méthodologique que l'auteur résume d'ailleurs très bien mais en visant ses adversaires, évidemment :

> « Il est difficile de comprendre clairement ce qui les autorise à passer des effets que nous constatons tous aux causes qu'ils imputent. » (p. 265)

Excellemment dit pour décrire le saut de l'auteur depuis les mesures anecdotiques sur les recherches Google aux invariants de l'espèce (par exemple). Car il est exact que « *ce type d'argument rend leur thèse irréfutable et donc peu scientifique* » (p. 269). Encore une fois dans le mille. Car des espaces béants s'ouvrent sans cesse entre causes et effets.

Irresponsabilité politique, car en produisant de tels discours au mieux confusionnistes par prétention scientiste, au pire réactionnaires par camouflage de toutes les médiations et de tous les leviers d'action, l'auteur encourage en fait un laisser-faire vis-à-vis des plateformes, acteurs majeurs de cette dérive médiatique, au moment où les décideurs politiques eux-mêmes commencent à s'apercevoir des dégâts qu'elles ont créés pour notre espace public.

Dominique Boullier
Sociologue, Professeur à Sciences Po (Paris),
chercheur au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE)

Article publié sur le site *Analyses Opinions Critiques* le 8 avril 2021.
https://aoc.media/opinion/2021/04/08/le-biais-bronner-ou-la-reductio-ad-cerebrum

https://sniadecki.wordpress.com/2021/06/02/boullier-bronner/

Jean-Michel Hupé, Jérôme Lamy, Arnaud Saint-Martin

Effondrement sociologique

ou la panique morale d'un sociologue

mars 2021

Gérald Bronner,
Apocalypse cognitive,
éd. PUF, 2021.

Résumé

Avec *Apocalypse cognitive*, le sociologue Gérald Bronner entend traiter un problème grave : notre attention serait vampirisée par les moyens modernes de communication et d'échanges. Internet et les réseaux sociaux numériques, en particulier, auraient pris d'assaut notre « cerveau ancestral ». Cet univers numérique, fonctionnant selon lui à la façon d'un « marché libre » et « dérégulé », accaparerait des esprits rendus faibles par des contenus de qualité douteuse. G. Bronner entend démontrer en quoi l'activité en ligne révèle (sens premier de l'apocalypse du titre) les limites et faiblesses de notre fonctionnement cérébral et menace la démocratie et la civilisation. L'auteur a recours au registre alarmiste de l'« apocalypse » et distille, au gré d'une démonstration qui se veut rigoureuse, des recommandations pour sortir de l'ornière. *Apocalypse cognitive* ne s'adresse pas spécialement à un lectorat académique. Cet essai relève plutôt de l'intervention et de l'alerte. Pourtant, il prétend s'appuyer sur des connaissances scientifiques et son auteur ne cesse de faire appel à l'autorité des neurosciences pour accréditer des vues souvent très personnelles. Et c'est en cela que le bât blesse. G. Bronner enchaîne les affirmations péremptoires sur la « nature humaine », fonde ses interprétations sur des données biaisées, et déforme les résultats des neurosciences pour les ajuster à des opinions très tranchées. Nous documentons dans cette lecture critique en quoi cet usage de l'autorité scientifique est questionnable, sans épuiser l'inventaire

des mésinterprétations et erreurs contenues dans le livre (une annexe, déposée sur l'archive ouverte HAL, en liste l'essentiel). Fourre-tout qui ne résiste pas à l'épreuve de l'argumentation scientifique, *Apocalypse cognitive* offre donc non pas un diagnostic sérieux mais une incantation moraliste, mobilisable dans le champ politique.

Apocalypse cognitive (Paris, Presses universitaires de France), treizième ouvrage du sociologue Gérald Bronner, a été célébré à sa sortie début 2021 par la presse généraliste du *Figaro* à *La Croix* et couronné par plusieurs prix dont le prix Aujourd'hui, lequel récompense un « document politique ou historique de haute qualité littéraire » [15]. Dans une chronique-portrait dithyrambique pour *Le Monde* parue le 24 janvier 2021, le philosophe prescripteur Roger Pol-Droit souligne par exemple que ce professeur de l'Université de Paris est « couvert de titres et de fonctions académiques et que la liste de ses contributions savantes dans les revues de recherche occupe des pages ». Le lecteur ou la lectrice pourrait donc s'attendre à lire un ouvrage sérieux de sociologie, empiriquement documenté et nourri de neurosciences, comme c'est l'ambition affichée. Hélas, il n'y a guère de sociologie ni même de science dans cet essai qui rassemble de façon peu cohérente des affirmations répétées mais jamais fondées, des anecdotes et des opinions politiques tranchées, des citations d'études de neurosciences et de psychologie le plus souvent inexactes ou surinterprétées, tout en usant de notions qui ne sont jamais définies.

On ne pourra pas relever ici toutes les erreurs et faiblesses de cette *Apocalypse cognitive*, car, comme l'écrit l'auteur lui-même à propos de ce qu'il appelle le « principe d'asymétrie du *bullshit* », « la quantité d'énergie nécessaire à réfuter des idioties est supérieure à celle qu'il faut pour les produire » (pp. 220-221).

La thèse principale du livre est l'inadaptation du fonctionnement cérébral humain aux moyens modernes de communication et

[15] Ce prix créé en 1962 par des journalistes bénéficie du soutien de l'homme d'affaires milliardaire François Pinault, qui a remis un chèque de 50 000 euros à G. Bronner, sous la coupole de la Bourse du commerce-Pinault collection. Le Corre (A.), « À la Bourse du commerce, Gérald Bronner reçoit le prix Aujourd'hui », *Figaro Vox*, 14 octobre 2021. L'ouvrage a également obtenu le Prix Étudiant du livre politique et le Grand prix BFM business du livre éco.

d'échanges. La liberté débridée de trouver et de produire du contenu sur Internet révélerait (sens premier de « l'apocalypse » du titre) une « nature humaine » dangereuse qu'il s'agirait de canaliser : « L'heure de la confrontation avec notre propre nature va sonner » (p. 22), avertit G. Bronner. Cette thèse s'articule sur trois affirmations. La première, développée dans la première partie de l'ouvrage, est une augmentation récente et très importante d'un temps libre permettant de se consacrer à des activités intellectuelles. Une grande partie de ce temps libre serait affectée aux usages d'Internet. La deuxième affirmation reprend la thèse déjà avancée dans les essais précédents [16] selon laquelle Internet serait un marché libre ou dérégulé, marché dont les marchandises sont cognitives. Le mécanisme intrinsèque de ce marché libre ne pourrait que révéler de la façon la plus transparente et directe les préférences humaines, mesurées par le nombre de visites des sites Web. Le tableau que dessine l'usage d'Internet révélerait selon l'auteur des humains rarement rationnels, attirés par la violence, peureux, narcissiques ou encore obsédés par la sexualité. La troisième affirmation est que ces comportements ne sont pas contingents à notre époque mais correspondent à une véritable nature humaine, telle qu'on peut la décrire grâce aux résultats des neurosciences. Cette vraie nature (le sociologue parle de « cerveau ancestral ») aurait donc été canalisée par les structures sociales de la civilisation, ou n'aurait pas eu le temps ni l'opportunité de s'exprimer jusqu'à aujourd'hui et la « libération cognitive » permise par le temps disponible et Internet.

Aucune des trois affirmations, répétées tout au long de l'ouvrage (nous avons recensé une trentaine de reformulations de la thèse), ne s'appuie sur des raisonnements scientifiquement valides. Nous allons montrer dans la suite de cette note que le premier élément, présenté par G. Bronner comme une « augmentation du temps de cerveau disponible », est en réalité une métaphore douteuse que le sociologue utilise comme un concept scientifique, sans jamais, pourtant, asseoir cet emploi sur une définition ou une méthode rigoureuse. L'analogie du marché libre, utilisée pour décrire le fonctionnement d'Internet, manque également de définition et d'approche critique. Nous constaterons que l'auteur ne fait en fait

[16] Voir notamment Bronner (G.), *La démocratie des crédules*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

qu'affirmer qu'il s'agit d'un marché libre pour éviter de s'engager dans un travail de sociologie et d'analyser les structures d'organisation d'Internet et les stratégies de pouvoir qui s'y jouent. Le troisième élément de l'argumentation est celui qui mobilise la majorité des références scientifiques et du contenu de l'ouvrage, empruntant essentiellement aux neurosciences et à la psychologie expérimentale. Malheureusement, comme nous l'attesterons, ces emprunts manquent presque toujours de pertinence pour au moins trois raisons, dont nous donnerons plus loin des exemples précis. Dans le meilleur des cas, les expériences décrites par G. Bronner ne sont pas inintéressantes mais sont en fait sans rapport avec l'argument qu'il essaie de mettre en avant ; elles font alors office d'argument d'autorité (illégitime). Dans de nombreux cas, l'auteur déforme les résultats ou conclusions des études. Enfin, certaines des études convoquées sont elles-mêmes contestables, mais il semble manquer à G. Bronner l'expertise (ou la volonté ?) pour s'en rendre compte.

Dans cet article, nous évaluerons la robustesse des trois principaux arguments développés par G. Bronner (*i.e.* le temps de cerveau disponible, le marché cognitif dérégulé et la nature humaine dévoilée). Nous interrogerons également, dans une dernière partie, la façon dont l'auteur recourt aux neurosciences pour fonder ses démonstrations. L'enjeu est de saisir à la fois la trame argumentative, ses faiblesses et ses visées politiques.

Quel « temps de cerveau disponible » ?

La notion de « temps de cerveau disponible » est l'un des piliers et gimmicks de l'essai. Cette notion, jamais définie, fait implicitement référence à la déclaration en 2004 de Patrick Le Lay, PDG de TF1, selon laquelle « le métier de TF1 », c'est de vendre « du temps de cerveau humain disponible » [17] à Coca-Cola. Cette déclaration avait alors fait scandale. P. Le Lay n'avait certainement pas la prétention d'en faire un concept sociologique. Il s'agissait d'une métaphore volontiers méprisante, renvoyant le spectateur ou la spectatrice à sa nature biologique de vulgaire réceptacle de contenus prémâchés par les publicitaires, et c'est bien comme cela qu'elle fut comprise à l'époque. Nulle part cependant G. Bronner

[17] Le Lay (P.), *Les dirigeants face au changement*, Paris, Éditions du Huitième Jour, 2004, p. 92.

n'indique utiliser[18] cette expression comme une métaphore. Au contraire, il l'emploie comme une variable mesurable à toute époque du comportement humain, comme s'il s'agissait d'une mesure physiologique parmi d'autres (comme la taille du cerveau ou l'espérance de vie). Vu la façon dont G. Bronner n'a cessé de mobiliser cette notion lors de la campagne de promotion de l'ouvrage[19], alternant la provocation transgressive et la recherche de connivence auprès de ses interlocuteurs et interlocutrices des entreprises de l'audiovisuel (qui vivent également en partie de la publicité), on peut y déceler sans peine une stratégie publicitaire ou commerciale. L'opération n'est pourtant pas sans dommages : il donne ainsi des lettres de noblesse « scientifique » à une catégorie de sens commun pourtant piégée, qui n'a rien à faire dans une analyse sociologique.

Il résulte de cette absence de définition une grande confusion, parce que ce à quoi semble référer G. Bronner par l'expression « cerveau disponible » change au gré des chapitres. Ainsi, dans l'avant-propos, l'auteur place son ouvrage dans une réflexion sur l'histoire des idées, inspirée des propositions de Raymond Boudon : « sur le temps long de l'histoire, ce sont les idées favorables au bien commun qui finissent par s'imposer » (p. 18). Il questionne néanmoins cet « évolutionnisme optimiste » (p. 19) : « peut-on vraiment faire le pari intellectuel qu'un marché libre des idées fera émerger les produits cognitifs les mieux argumentés du point de vue de la norme de la rationalité ? » (p. 20). Ces « idées » deviennent ensuite dans le texte des « objets de contemplation mentale » (p. 21), qui requièrent la disponibilité de nos cerveaux, spécifiquement « l'usage de certaines de ses fonctions cognitives supérieures » (p. 33). Sans savoir exactement ce qu'est le « cerveau disponible » pour G. Bronner, on peut en revanche en déduire qu'il s'agirait de capacités mentales spécifiques liées à l'histoire intellectuelle des idées. La seule chose qu'il en dit, c'est que ces capacités sont utilisées désormais davantage par les humains, ou en tout cas par les humains de « nos » sociétés occidentales (G. Bronner utilisant systématiquement un « nous » non défini).

---

[18] Surutiliser, plutôt, puisque l'auteur en use 29 fois.

[19] Par exemple sur France Inter : « Gérald Bronner : "Nous avons huit fois plus de disponibilité mentale qu'au début du XIXe siècle !" », 6 janvier 2021.

Dans le chapitre « Un trésor inestimable », l'auteur essaie de démontrer que « sur le long cours de l'histoire humaine, toutes les données convergent donc vers ce fait : il y a de plus en plus de temps de cerveau disponible » (p. 62). Afin de donner du poids à cette affirmation, il entreprend de « convoquer les données disponibles, notamment celles de l'Insee » pour proposer un graphique (p. 63) censé montrer une augmentation de type exponentiel de la variable « temps de cerveau disponible » de 1820 à 2020 pour la France. L'auteur omet néanmoins de préciser que cette variable n'existe pas dans les statistiques de l'Insee. Il n'utilise d'ailleurs les données de l'Institut que pour l'évolution de 1986 à 2010, et il mobilise d'autres sources pour estimer les valeurs en 1820 et 1900, sans indiquer de quelle façon il s'en sert pour déduire le « temps de cerveau disponible », lequel n'est jamais mesuré sous ce nom dans les sources. On éprouve un certain embarras à constater qu'un auteur se revendiquant de la rigueur scientifique puisse tracer ainsi une « courbe » historique en reliant de façon linéaire trois points comme si, par exemple, les guerres mondiales n'avaient pas affecté « le temps de cerveau disponible », et tenter pareillement de prouver une évolution depuis la préhistoire en partant de 1820.

La mobilisation de l'attention atteindrait aujourd'hui un pic historique attesté. Regardons sa « démonstration » : en se référant à l'enquête de l'Insee sur la distribution journalière des activités (qui constitue – déjà – une approximation pour notre période contemporaine), G. Bronner estime que le « temps de cerveau disponible » est un temps où l'attention n'est pas requise par le travail, le soin de soi, le sommeil, les repas, les transports… (p. 63). On remarque immédiatement que le strict cloisonnement de ces temporalités n'a, en réalité, que peu de sens : les suspensions de l'attention au travail ne sont qu'un exemple parmi d'autres de l'inévitable brouillage des temporalités cognitives. Ce qui nous intéresse dans cette section, c'est qu'on peut en déduire comment le sociologue a construit sa variable « temps de cerveau disponible » à partir des données de l'Insee. Il utilise les catégories et chiffres synthétisés dans une référence mentionnée p. 370 [20], concernant les « personnes de 15 ans et plus en France

[20] Layla Ricroch et Benoît Roumier, « Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet », Division Conditions de vie des ménages, Première Insee, Insee, 2011.

métropolitaine ». Le temps de cerveau disponible, défini négativement par G. Bronner, ne peut correspondre dans le tableau de l'Insee qu'à la catégorie « temps libre », qui regroupe les « temps de loisir dont télévision, lecture, promenade, jeux, internet, sport » et les « temps de sociabilité (hors repas) dont conversations, téléphone, courrier, visites, réceptions ». Le temps libre moyen ainsi défini est de 4h58 en 2010, ce qui correspond bien à ce qu'écrit l'auteur : « environ 5 heures quotidiennes ».

Comme on le constate, les activités recouvertes par la catégorie « temps libre » sont très hétérogènes. On peut douter que les participant·es à l'enquête auraient, à bon droit, considéré que pendant toutes ces activités leur cerveau était « disponible », quelle que soit la façon dont ils auraient pu comprendre la question. Peut-on raisonnablement assurer qu'il s'agit dans tous les cas de temps où le « cerveau » est effectivement disponible pour s'engager dans la « contemplation d'objets mentaux », présentée comme l'activité la plus noble qui soit par l'auteur dans son avant-propos dit « subjectif », contemplation ayant permis toutes les découvertes par des génies ? *A contrario*, il est douteux que la disponibilité mentale soit nulle lors d'activités non considérées comme relevant du temps libre par l'Insee, par exemple le bricolage, le jardinage ou le soin aux animaux, le ménage ou les courses, la sociabilité pendant les repas, les trajets domicile-travail. De même, notre disponibilité mentale est loin d'être toujours épuisée par le travail, surtout si ce travail est classé comme intellectuel. Les « idées » auxquelles pensait R. Boudon, ou les inventions des génies vantées par G. Bronner, sont pour beaucoup élaborées par une population réduite, des classes intellectuelles, et sur leur temps de travail, et non par l'ensemble de la population pendant ses loisirs. Quand on constate que le temps passé aux « études » est logiquement inclus dans le temps de travail par l'Insee, et donc pas dans le « temps de cerveau disponible » de l'auteur (qui écrit pourtant « que l'éducation est une façon primordiale d'occuper le temps de cerveau disponible » [p. 69]), on achève de comprendre combien ce « concept » ne résiste pas à l'analyse. Au cours du livre, G. Bronner se focalisera en fait de plus en plus sur l'attention, ou plutôt sur ce vers quoi porte notre attention – on est alors loin de la thématique des « idées » annoncée au début du livre, ou du temps libre tel qu'estimé par l'Insee. De glissements en approximations, le sujet même de l'ouvrage finit par échapper aux lecteurs et lectrices. En

ne parvenant pas à définir (et pour cause) une disponibilité cognitive qui serait historiquement consistante, le sociologue échafaude un raisonnement pyramidal reposant sur une pointe friable.

G. Bronner affirme, sans justifications empiriques, que le « temps de cerveau disponible » aurait été multiplié par huit depuis le début du XIXe siècle, en s'appuyant sur l'étonnant graphique (p. 63) déjà mentionné. Ce que l'on sait de l'activité humaine, des mobilisations cognitives et des représentations sensorielles au début du XIXe siècle est très fragmentaire. Certes les enquêtes des historien·nes nous renseignent sur l'évolution du temps de travail (qui diminue très progressivement au XIXe siècle) [21], sur l'émergence d'une société des loisirs socialement très inégalitaires [22], ou encore sur le cadrage du temps libre [23]. Impossible, en étant rigoureux, de tirer des conclusions définitives sur une disponibilité cognitive mesurée sur le long terme. D'autant que le temps de travail démesurément long et harassant du XIXe siècle en voie d'industrialisation n'a pas empêché (comme l'a montré Jacques Rancière) certain·es ouvrier·es de consacrer une part de leur attention à la production intellectuelle et politique soit pendant le travail lui-même [24], soit après, en rognant sur leur sommeil [25]. La prémisse d'un « temps de cerveau » contemporain libéré des captations qui l'affectaient par le passé semble ainsi difficilement justifiée. Au mieux, elle reste indécidable tant les informations nous manquent pour comparer les données (déjà très partielles) d'aujourd'hui à celles des époques antérieures (quasiment impossibles à quantifier précisément).

La référence aux chiffres de l'Insee n'aura donc été qu'une tentative grossière pour donner une apparence d'autorité scientifique à l'affirmation d'« une libération inconnue jusqu'alors du temps de cerveau disponible » (p. 21), et elle ne nous aide en

---

[21] Fridenson (P.), Reynaud (B.) (dir.), *La France et le temps de travail*, Paris, Odile Jacob, 2004.
[22] Corbin (A.) (dir.), *L'avènement de la société des loisirs 1850-1960*, Paris, Flammarion, 1995.
[23] Blandin (C.), Goetschel (P.), Granger (C.), « Les usages du temps libre : approches historiennes », *Revue d'histoire culturelle XVIIIe-XXIe siècles*, 3, 2021.
[24] Gauny (G.), *Le philosophe plébéien.* Textes rassemblés et présentés par Jacques Rancière, Paris, La Fabrique, 2017.
[25] Rancière (J.), *La nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981.

rien pour définir ce concept. Reste l'idée générale d'une augmentation de temps libre dans la société française, ce qui est certainement vrai au cours du XXe siècle. Il faut dire que la révolution industrielle avait entraîné auparavant une augmentation dramatique du temps de travail pour la majorité de la population, ce qui contredit l'idée naïve d'un progrès historique continu de « libération » depuis la préhistoire, narrée par G. Bronner dans son chapitre « Une autre histoire de l'humanité » [26]. Si la question est de savoir si la période actuelle est exceptionnelle pour le temps laissé à la réflexion intellectuelle libre, on peut en douter. D'après les études en anthropologie, la vie des chasseurs cueilleurs préhistoriques ou plus récents n'était pas toujours accaparée par la recherche de ressources rares ou le combat contre un milieu hostile ne laissant guère de temps pour réfléchir, comme l'affirme (sans référence) le sociologue. Ainsi, Pierre Clastres rapporte des estimations de trois à quatre heures de travail par jour en moyenne pour des tribus amazoniennes [27], ces « sociétés d'abondance » – selon l'expression de Marshall Sahlins [28] – qui ne perdaient pas leur temps comme les nôtres à accumuler une fois qu'elles disposaient de l'essentiel. En revanche, les travailleurs et travailleuses dans les entrepôts logistiques modernes, enjoints d'effectuer chaque action selon des ordres envoyés par une machine, deviennent incapables de penser pendant leur temps de travail [29] : difficile d'y voir un progrès.

Le « marché cognitif dérégulé »

G. Bronner décrit les activités sur le Web comme relevant d'un « marché cognitif ». Là encore, il s'agit d'une métaphore, qu'il utilise depuis ses premiers travaux sans jamais la définir réellement. Or l'activité sur le Web ne correspond à la rencontre d'acheteurs ou

---

[26] Il n'explique pas pourquoi cette histoire est « autre ». À la lecture, on se rend compte qu'elle est tout simplement autre que celle basée sur un minimum de connaissance historique. G. Bronner aurait dû l'intituler « histoire fantasmée de l'humanité ».

[27] Clastres (P.), *La Société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1974, pp. 165-166.

[28] Sahlins (M.), *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976. Voir également Scott (J. C.), *Homo Domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, Paris, La Découverte, 2019.

[29] Gaborieau (D.), « Le logiciel qui murmure à l'oreille des prolos », *in Le Monde en pièces. Pour une critique de la gestion*, t. 2 : *Informatiser*, Saint-Michel-de-Vax, La Lenteur, 2019, pp. 25-51.

acheteuses et de vendeurs ou vendeuses que sur des sites de vente. L'un des buts d'un marché est par ailleurs de permettre de fixer un prix, ce qui n'a pas lieu dans la navigation sur Internet. L'auteur ne reconnaît pas qu'il s'agit d'une analogie [30] et ne permet donc pas de clarifier son concept ni de préciser les limites de la métaphore. Pourtant, l'idée du marché est essentielle à son raisonnement, et précisément l'idée d'un marché libre et dérégulé tel qu'axiomatisé par l'économie classique, où l'offre et la demande sont censées automatiquement s'ajuster pour révéler le prix juste. Mathématiquement, cela correspond simplement au croisement de deux courbes théoriques, représentant les préférences personnelles de l'acheteur ou acheteuse et du vendeur ou vendeuse. Avec la métaphore d'un tel marché, les activités sur le Web sont censées, aux yeux de l'auteur, révéler une vérité humaine.

Le point de départ de cette analogie est l'inquiétude du sociologue concernant la possibilité offerte à tout un chacun d'exprimer ses idées sur Internet et d'atteindre une large audience, ce qui était jusqu'à récemment le privilège des personnes ayant accès à la diffusion par les livres, les journaux, la radio ou la télévision, cet accès étant contrôlé par des dispositifs sociaux de sélection et de mise en valeur. Le sociologue constate qu'il n'y a pas de « *gatekeeper* » sur Internet, ce qui entraînerait « une concurrence généralisée de tous les modèles intellectuels (des plus frustes aux plus sophistiqués) qui prétendent décrire le monde » (p. 13). Il regrette qu'« aujourd'hui, quelqu'un qui détient un compte sur un réseau social peut directement apporter la contradiction, sur la question des vaccins par exemple, à un professeur de l'Académie nationale de médecine. Le premier peut même se targuer d'une audience plus nombreuse que le second » (p. 13). G. Bronner a recours ensuite à la métaphore du marché pour désigner cette possibilité de produire du contenu sur le Web,

[30] Une grande partie de la démonstration de G. Bronner repose sur des analogies – dont Jacques Bouveresse (*Prodiges et vertiges de l'analogie*, Paris, Raisons d'agir, 1999) a bien montré qu'elles constituaient le plus souvent des formes douteuses d'argumentation. C'est ainsi que la circulation de l'information, sa saisie par les individus, sa compréhension sont systématiquement associées dans l'ouvrage à une « logique de marché » (p. 202). Notre cerveau serait configuré selon les normes de la théorie néoclassique et réagirait au flux d'informations en suivant « l'offre […] en situation de concurrence » (p. 202). Cette idée de l'information comme un marché interroge : on peine à discerner dans l'ouvrage les structures de ce marché et même les ressorts profonds de cette économie cognitive de l'information.

quand il évoque « la dérégulation du marché cognitif, c'est-à-dire ici la capacité pour chacun d'intervenir sur le marché public de l'information – sur un blog, une chaîne YouTube, un compte Instagram ou Facebook » (p. 185). Or on mesure bien, ici, les limites d'une analogie employée non pour donner à penser, mais pour structurer totalement un raisonnement. En considérant les échanges permis par le Web comme un marché, l'auteur rabat sans précaution la théorie économique (néo)classique qui traite de l'échange des biens et de l'ajustement de la valeur. Les échanges sur les réseaux sociaux, pour être étudiés comme un espace de mise en relation d'offres et de demandes cognitives, mériteraient une enquête beaucoup plus poussée. Car il importe de savoir concrètement ce qui s'échange sur les réseaux sociaux : est-ce de l'information, de la documentation, des références, de l'argumentation d'autorité, du point de vue, du doute, de l'hésitation, etc. ? Dans chacun de ces cas, la réception n'est pas la même et peut s'exprimer selon des voies très différentes : le refus d'être convaincu, le soutien inconditionnel, la convergence des interrogations. Bref, rien qui ressemble à du monnayage, mais bien plutôt à la construction d'un espace dialogique possiblement conflictuel.

Il va sans dire que ce qui se passe sur les Réseaux Sociaux Numériques (RSN) est un phénomène social majeur qui mérite analyse, et nombre de recherches sociologiques contemporaines fournissent, de ce point de vue, des éléments empiriquement probants sur la façon d'échanger et de s'informer sur ces espaces numériques. Mais la réflexion de G. Bronner ne semble s'arrêter qu'à l'image du marché cognitif dérégulé. Le sociologue semble délaisser des questions méthodologiques élémentaires. Ainsi, le nombre de visites sur un site (l'« audience ») correspond-il à une adhésion ? Quelle influence a-t-il par exemple sur des votes, dans une démocratie ? Ou sur des décisions politiques ? Ou sur les opinions et croyances des personnes ? On le voit, en posant ces quelques interrogations, l'affirmation selon laquelle les informations échangées sur le Web seraient prises dans un mécanisme de concurrence libre est loin d'être évidente, car tous les médias n'ont pas le même statut ni tous un accès libre : une personne n'ayant qu'un compte sur une plateforme de RSN ne peut pas apporter la contradiction à un·e scientifique dans une revue scientifique. Elle ne sera pas écoutée de la même façon, voire pas du

tout, dans les médias nationaux. Le sociologue indique d'ailleurs que les RSN ont « affaibli le rôle des *gatekeepers* traditionnels (journalistes, experts académiques… toute personne considérée comme légitime socialement à participer au débat public) » (p. 13). Affaibli ne signifie pas disparu, et la concurrence entre les idées est donc loin d'être « libre ».

Le Web et les RSN ont suscité de nouvelles stratégies de diffusion des idées, ont permis à de nouveaux protagonistes de participer à la discussion sociale des idées. Ces stratégies et ces protagonistes évoluent même très vite avec les transformations technologiques. L'intérêt d'un travail sociologique serait d'identifier les stratégies de ces acteurs et actrices, leurs alliances, le rôle des intérêts financiers, de mettre en évidence les rapports de pouvoir ou les mécanismes de légitimation sociale [31]. En affirmant que la concurrence entre les idées est libre, G. Bronner se dispense de tout travail d'analyse. Le passage implicite de la notion de concurrence à celle de marché permet à l'auteur d'appliquer le discours économiste libéral caricatural lui évitant de faire de la sociologie. Même si l'auteur tente de se déprendre de ses propres contradictions (« Il faut prendre garde à ne pas essentialiser la notion de marché et à ne pas en faire autre chose qu'une somme d'interactions complexes donnant lieu à des ajustements réciproques » [p. 262]), l'insistance avec laquelle il confond les relations d'échanges d'idées et d'informations *via* les RSN et les médias numériques avec une structure théorique d'échange marchand dit assez la persistance du fourvoiement [32].

La révélation apocalyptique de la « vraie nature » humaine

[31] Boullier (D.), « Le biais G. Bronner ou la *reductio ad cerebrum* », *AOC*, 9 avril 2021.

[32] Dans la même perspective de confusion analogique, G. Bronner présente les diverses sollicitations numériques comme des « sucreries mentales » (p. 337) qui détourneraient notre temps de cerveau vers des activités sans réel intérêt. Mais précisément, la métaphore de la « sucrerie » laisse entendre que le cerveau serait moins un organe qu'une sorte de figure capricieuse et immature nécessitant une reprise en main. Les analogies ne mènent souvent nulle part ; ici elles témoignent de l'aversion de l'auteur pour les occupations jugées (par lui) inutiles, peu intéressantes ou culturellement sans valeur. En filigrane, ce sont les propres (dé)goûts du sociologue qui émergent, en infraction avec la neutralité axiologique qu'il revendique fréquemment.

G. Bronner est plus précis sur sa thèse principale, qu'il reprend de son ouvrage *La démocratie des crédules*, concernant la tentative d'assujettir notre attention dans les échanges :

> « Toute personne ou institution se donnant pour but de diffuser de l'information, dans un contexte de cacophonie cognitive, mise sur sa capacité à capter une part de notre disponibilité mentale. Sur un marché dérégulé, le succès de cette entreprise révélera certains des impératifs anthropologiques de notre attention […] » (p. 116)

Le sujet de l'ouvrage est donc beaucoup plus spécifique que ce que l'auteur annonce au départ. Il s'inquiète, comme précédemment, de la contestation des discours d'autorité (notamment scientifique) par les RSN. L'étude de cette question aurait pu commencer par identifier précisément ce qu'il faut entendre par « toute personne ou institution » qui produit du contenu sur le Web, ses intentions, ses stratégies ; elle aurait également nécessité de questionner la mesure du succès : celle considérée par les protagonistes, mais aussi le succès dans le cadre plus général de l'évolution des idées dans la sphère publique. Mais le sociologue, faute d'apport empirique consistant, fait comme si ces questions ne se posaient pas. La mesure du succès est implicitement reprise de ce qui est mesurable et mesuré par le Web : le nombre de visites des pages Web, le nombre de *likes* ou de *retweets*. Ce type de mesures a par exemple été institutionnalisé par Twitter : un *hashtag* acquiert le statut de « *trending topic* » quand il est suffisamment utilisé, ce qui lui permet d'être encore plus populaire. Mais G. Bronner ne rentre pas même dans le détail de ce type de procédure. Pourtant, cela aurait mérité discussion. Est-ce qu'atteindre le statut de « *trending topic* » a toujours un effet social ? Et sur quelle durée ? Bien sûr, il y a le succès de #metoo et le phénomène de société qui suit. Mais que reste-t-il du succès planétaire de #jesuischarlie ? Est-ce que #metoo aurait eu la même influence s'il ne s'était pas appuyé sur le formidable travail de long terme et en profondeur des mouvements féministes ? Le sociologue se scandalise des discours anti-vaccins qui parcourent les RSN, mais pourtant les chiffres relatifs à la vaccination contre la Covid-19 (en majorité vaccin à ARN messager à peu près inconnu jusqu'à son usage massif) de la population française attestent une certaine discipline, loin de l'apocalypse « antivax » qui a fait couler tant d'encre.

Dans le monde simplifié et binaire que présente le sociologue, un producteur ou une productrice de contenu sur le Web cherche juste à maximiser une métrique : le nombre de clics sur sa page. Comme les internautes sont pour lui des individus tous équivalents et déconnectés de leur réalité sociale – ce qu'ils sont de fait pour l'algorithme qui compte de façon anonyme le nombre de clics –, le sociologue en déduit que l'on clique sur ce à quoi on est amené à faire attention. Ce à quoi on fait attention dans ce contexte révèle, selon lui « certains des impératifs anthropologiques de notre attention », mais il ne nous explique pas le pourquoi de cette révélation. En quoi un comportement très particulier lié à un contexte technologique devrait-il forcément révéler des constantes de l'espèce humaine ? À nouveau, le présupposé de l'auteur est inspiré de l'idéologie économiste (néo)classique (le libre marché), où le choix d'achat des personnes est censé révéler des préférences individuelles préexistantes. Cette hypothèse est douteuse en économie : les enquêtes sur les entreprises innovantes montrent qu'une partie de leur stratégie consiste notamment [33] à convaincre les consommateurs et consommatrices d'acheter des objets dont ils n'avaient nul besoin ou envie auparavant – à créer des nouveaux besoins ou de nouvelles envies, qui ne pouvaient donc pas préexister.

G. Bronner fait pourtant explicitement référence à cette hypothèse économiciste : « Ce n'est pas parce que des potentialités de consommation ne trouvaient pas à s'exprimer auparavant dans l'histoire qu'elles ne préexistaient pas à l'apparition d'une offre. Les lois de la gravitation universelle existaient avant qu'Isaac Newton ne les découvre » (p. 249). L'imprudence épistémologique est ici troublante, puisque le sociologue semble identifier une théorie avec son objet. Les lois de la gravitation ne sont pas la réalité physique, d'autant plus que, selon la théorie de la relativité, ces lois ne sont plus qu'une approximation, donnant des résultats faux à certaines échelles. Ce que l'auteur prend pour une évidence est, en fait, l'objet de toute une réflexion philosophique sur le temps, la vie et la création, qui remonte à loin. Ainsi, pour Henri Bergson, le possible ne préexiste pas à l'événement, là où G. Bronner écrit explicitement

[33] Hatchuel (A.), « Les marchés à prescripteurs. Crise de l'échange et genèse sociale », *in* Jacob (A.), Vérin (H.), dir., *L'inscription sociale du marché*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 203-224 ; Cochoy (F.), *Une sociologie du packaging ou l'âne de Buridan face au marché*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

que « la dérégulation du marché cognitif fait aboutir en acte ce qui n'existait que sous la forme d'une potentialité » (p. 191). H. Bergson, beaucoup plus fin et subtil, écrit au contraire, à propos d'une œuvre d'art dans *La Pensée et le Mouvant* (1934), « que sa possibilité, qui ne précède pas sa réalité, l'aura précédée une fois la réalité apparue » [34]. Jean-Pierre Dupuy, dans le premier chapitre de son essai *Pour un catastrophisme éclairé* [35] reprend et explique très clairement ce raisonnement contre-intuitif.

L'économisme dont G. Bronner se sert pour caractériser le comportement des internautes ne sert finalement qu'à sonder les contours d'une « nature humaine » qui, toujours, guiderait nos préférences à visiter tel ou tel site.

Abus neuroscientistes

La principale erreur commise par G. Bronner tout au long de l'ouvrage est la convocation des neurosciences afin de naturaliser des faits sociaux, la naturalisation consistant à définir comme nécessaire ce qui n'est peut-être que contingent. En effet, il réfère à la « nature humaine » pratiquement chaque fois qu'il mentionne des signes ou des corrélations d'un comportement dans des signaux cérébraux, ou lorsqu'un comportement est objectivé dans des études de psychologie. « Nature humaine » est alors tautologique puisque tout comportement humain, tout état mental, implique une activité cérébrale (c'est le point de départ des neurosciences, pas son aboutissement). Mais cela ne signifie pas que ce comportement soit inné, ce que suggère traditionnellement le concept de nature (dont l'auteur ne propose, là encore, aucune définition) ; cela ne préjuge en rien du caractère obligatoire ou universel des comportements étudiés, ce que G. Bronner déduit pourtant de ces études en parlant d'« invariants mentaux ». Dès lors, quelle hypothèse alternative G. Bronner essaie-t-il de réfuter ? Le sociologue semble s'emporter contre une vision caricaturale du « constructivisme » qui serait dominante en sciences sociales. Mais même s'il existe encore (ou s'il a jamais existé) un tel constructiviste fantasmé, il ne serait guère étonné par les résultats

[34] Bergson (H.), *Œuvres*, 3e édition, Paris, Presses universitaires de France, 1959, p. 1340.
[35] Dupuy (J.-P.), *Pour un catastrophisme éclairé : quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002.

des neurosciences, car le constructivisme n'est pas le spiritualisme. Dès lors, on ne sait pas à quoi sert l'évocation de toutes ces études de neurosciences ou de psychologie, dont le sociologue ne semble pas comprendre la visée. Leur objectif n'est généralement pas de *définir la nature humaine*, bien évidemment, mais juste de chercher à comprendre comment fonctionne le cerveau en identifiant des corrélats neuronaux des états mentaux et des processus cognitifs – ce qui est une tâche bien différente [36].

Nous avions annoncé dans l'introduction avoir identifié trois raisons pour lesquelles les emprunts de G. Bronner aux neurosciences manquaient de pertinence (*argument d'autorité* neurologique, *déformation* des résultats, *faiblesses* des études citées). Nous ne pouvons systématiser le procédé au risque de lasser les lecteurs et lectrices et nous nous contenterons donc de donner quelques exemples d'usages controuvés ou erronés des résultats des neurosciences. Toutefois, il faut noter que la plupart sinon peut-être toutes les citations d'études scientifiques mentionnées dans l'ouvrage de G. Bronner sont entachées d'au moins une de ces erreurs.

Les trois erreurs entrent en scène dès la première convocation du cerveau par l'auteur :

> « comme l'anthropologue britannique Robin Dunbar l'a montré, les capacités de notre cerveau ne nous permettent pas d'entretenir des rapports de confiance réciproque avec beaucoup plus de 150 personnes. Ce chiffre a d'ailleurs été confirmé comme une sorte d'invariant anthropologique par des études portant sur le nombre d'amis avec lesquels nous entretenons réellement des rapports sur les réseaux sociaux. » (p. 36)

Le sociologue naturalise ici un phénomène social, le nombre maximum de rapports de confiance, en le décrivant comme un invariant qui dépend des « capacités » du cerveau. Reprenant cette

---

[36] Notons d'ailleurs que les explorations documentées empiriquement des liens entre sciences sociales et neurosciences sont aujourd'hui nombreuses et invitent à des conclusions mesurées. Voir notamment : Lahire (B), Rosental (C.) (dir.), *La cognition au prisme des sciences sociales*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2008 ; Lahire (B.), « Le cerveau disposé », *in Dans les plis singuliers du social*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 133-152 ; Deluermoz (Q.), Dodman (T.), Mazurel (H.) (dir.), « Controverses sur les émotions. Neurosciences et sciences humaines », *Sensibilités*, 5, 2018 ; Hupé (J.-M.), Lamy (J.), « Le social ne peut être réduit au biologique », *AOC*, 23 mai 2018.

étude plus loin, p. 286, l'auteur écrit même que le « cerveau est physiologiquement configuré pour interagir avec un nombre limité d'autres êtres humains ». Cette naturalisation n'est pas légitime (*argument d'autorité*) car R. Dunbar n'avance aucunement son chiffre de 150 sur la base de connaissances concernant la physiologie du cerveau humain et de ses capacités structurelles à entretenir des relations de confiance – ce qu'il aurait été d'ailleurs bien en peine de faire, eût-il été neuroscientifique, tant est mal connu le fonctionnement cérébral lié aux rapports sociaux. R. Dunbar se base en fait sur une analyse de corrélation chez des primates non humains entre, d'une part, la taille moyenne du néocortex relative au cerveau (une mesure sans signification fonctionnelle établie) et, d'autre part, la taille moyenne de leurs groupes. Mais corrélation n'est évidemment pas causalité, comme G. Bronner aime le rappeler fréquemment. Par exemple, cette corrélation pourrait être due à des contraintes liées au régime alimentaire [37]. En ce qui concerne l'extrapolation de cette corrélation au primate humain, l'étude [38] invoquée par l'auteur et qui « confirme » le chiffre de 150 chez l'humain estime en fait le nombre moyen de personnes s'envoyant des messages réciproques sur Twitter et non le « le nombre d'amis avec lesquels nous entretenons réellement des rapports sur les réseaux sociaux », comme le *déforme* l'auteur. Cette « validation » ne concerne par ailleurs que le nombre, mais pas les raisons de ce nombre, à savoir de supposées contraintes neurophysiologiques, dont l'article ne parle pas. Ainsi, les auteurs suggèrent une limite liée à l'économie de l'attention, pouvant être entièrement contingente des caractéristiques de notre société actuelle. Enfin, le nombre de relations réciproques sur Twitter n'indique pas forcément le nombre de relations sociales : on n'a aucune information sur le nombre de relations sociales des utilisateurs de Twitter en dehors de Twitter, ce qui constitue une *faiblesse* de l'article à prétendre confirmer le nombre de R. Dunbar, qui concerne bien la taille des groupes sociaux chez les primates.

La deuxième référence aux sciences cognitives est également convoquée pour affirmer les limites du cerveau humain : « notre

---

[37] DeCasien (A. R.), Williams (S. A.), Higham (J. P.), « Primate brain size is predicted by diet but not sociality », *Nature Ecology & Evolution*, 1 (5), 2017.
[38] Gonçalves (B.), Perra (N.), Vespignani (A.), « Modeling Users' Activity on Twitter Networks: Validation of Dunbar's Number », *PLoS ONE*, 6 (8), 2011, p. e22656.

cerveau n'est pas équipé pour concevoir ce type de progression géométrique » (p. 52). G. Bronner cite une des expériences d'Amos Tversky et Daniel Kahneman, décrite dans leur article très classique de 1974[39]. D'après G. Bronner, l'expérience démontre que « la façon la plus ordinaire que nous avons d'anticiper le futur est de concevoir qu'il sera à l'image d'une tangente imaginaire que nous traçons à partir des données passées et présentes » (p. 52). L'expérience citée ne parle pourtant pas du tout de représentation du futur ni de tangente imaginaire. Elle a consisté à demander à des sujets de calculer mentalement le produit des chiffres 1 à 8, mais en les interrompant au bout de 5 secondes pour leur demander de deviner le résultat. Les chiffres étaient présentés de gauche à droite soit du plus petit au plus grand (1 x 2 x 3…), soit du plus grand au plus petit. Dans les deux cas, les sujets sous-estimaient le résultat correct, mais beaucoup plus dans la série ascendante. A. Tversky et D. Kahneman concluent de cette différence entre les deux séries que les sujets ont tenté « une extrapolation ou un ajustement » à partir des premiers calculs effectués (de gauche à droite), ce qu'ils appellent une stratégie cognitive « d'ancrage ». L'auteur ne mentionne que le résultat de la série ascendante et produit un graphique censé montrer que les sujets « tiraient mentalement une tangente à la pente de l'événement qu'ils avaient à évaluer ». Ce graphique n'est pas dans la publication, il ne permet pas de visualiser de tangente, ne considère pas l'autre partie de l'expérience, et propose la notion de « tangente mentale » qui n'est pas dans l'article. Il s'agit donc d'une *déformation* du résultat. Le résultat lui-même est étonnamment faible pour un article publié dans *Science* et qui est l'un des plus cités (ce qui ne signifie pas qu'il soit également lu, mais il existe une véritable mode pour les soi-disant « biais cognitifs ») : les auteurs indiquent n'avoir testé que deux groupes de lycéen·nes, sans indiquer le nombre de participant·es, et la variabilité individuelle n'est pas indiquée, contrairement aux bonnes pratiques scientifiques ; aucune tentative n'a été faite pour questionner les lycéen·nes sur leur stratégie, ou même pour juste savoir à quel calcul ils ou elles s'étaient arrêtées. Le résultat est donc plutôt du registre de l'anecdote. Le terme d'ancrage sonne bien, mais à quel autre résultat pouvait-on s'attendre en donnant cinq secondes à des

[39] Tversky (A.), Kahneman (D.), « Judgment under uncertainty: Heuristics and biases », *Science*, 185 (4157), 1974. G. Bronner cite par erreur leur étude de 1972.

lycéen·nes pour faire un calcul mathématique compliqué ? On peine à comprendre ce que ce résultat nous apprend de neuf sur le fonctionnement cognitif. L'étude citée est donc *faible*, malgré la réputation de l'article (qui rapporte beaucoup d'autres résultats). Et enfin, nulle part dans l'article il n'est question de cerveau. A. Tversky et D. Kahneman indiquent s'intéresser à « l'estimation numérique intuitive », pas aux limites du fonctionnement cérébral. Toute personne formée suffisamment en mathématiques ou en calcul mental est capable de donner la bonne réponse, si on lui laisse le temps, ce qui signifie que le « cerveau » possède bien le potentiel de concevoir des progressions géométriques. Le sociologue abuse donc, ici aussi, d'un *argument d'autorité* neurologique fallacieux.

Un troisième exemple concerne le concept de « coût » des activités cérébrales, concept important pour l'argumentation de l'auteur qui ne cesse de répéter à longueur d'ouvrage que les capacités attentionnelles sont le « plus précieux des trésors » (plus d'une vingtaine de fois), filant ainsi la métaphore économique pour continuer son discours des limites du cerveau. Dans le chapitre « Un "effet cocktail" mondial », G. Bronner écrit ainsi que « le traitement conscient d'une information ne se fait pas sans coût pour notre cerveau » (p. 90). Comme toujours, celui-ci ne définit pas son concept, ce qui lui permet d'abord d'évoquer le processus de sélection de l'information, qui correspond aux mécanismes attentionnels, objet de nombreuses études parfois intéressantes mais pas directement pertinentes pour l'argumentation, avant de passer de l'attention à la conscience (il y a bien sûr des liens entre les deux, mais qui sont complexes [40]) et d'affirmer que davantage de zones corticales « s'activent » pour les informations traitées consciemment. Le terme d'activation, utilisé en imagerie cérébrale, est une métaphore malheureuse car ce qui y est appelé activation correspond en fait le plus souvent à une mesure statistique de corrélation entre des variations de débit sanguin local et différentes tâches cognitives. L'ensemble du cerveau est en fait toujours entièrement irrigué, et heureusement, car sinon les neurones meurent (comme lors d'ischémie cérébrale). G. Bronner enchaîne directement (mais sans lien logique) avec l'affirmation que « l'idée

[40] Par exemple : Wyart (V.), Tallon-Baudry (C.), « Neural dissociation between visual awareness and spatial attention », *Journal of Neuroscience*, 28 (10), 2008.

même d'une "énergie mentale" n'a rien de métaphorique » (p. 91). L'absence de définition de ce concept, encore une fois, permet à l'auteur d'y faire référence pour continuer son discours sur les capacités attentionnelles et le « temps de cerveau disponible », qui deviennent interchangeables. L'auteur cite un article [41] à l'appui de cette « énergie mentale », argument central du raisonnement. Or, première *déformation*, cet article ne parle jamais d'énergie mentale, mais de l'énergie contenue dans le glucose, d'une part, et du contrôle de soi d'autre part (*self-control*). Deuxième *déformation*, d'après le titre même de l'article la volonté (« *willpower* », et non l'énergie mentale) est « plus qu'une métaphore ». « Plus que » n'est pas « rien de ». Concrètement, le résultat le plus marquant de l'étude est le suivant : donner du sucre aux participant·es leur permet d'améliorer leur performance à une tâche où ils ou elles doivent inhiber une réponse spontanée. Même si ce résultat spécifique ne permet pas de généraliser comme le fait l'auteur, on pourrait lui accorder qu'il suggère bien une contrainte de ressources énergétiques du cerveau, limitant certaines tâches cognitives. Mais un problème supplémentaire est que cette théorie n'est pas consensuelle [42]. Les études publiées corroborant ce résultat l'ont été pour la plupart par l'équipe de Roy Baumeister [43]. Une étude parue en 2012 [44] suggère fortement que les différences de performance ne sont pas dues à l'énergie fournie par le glucose. Une étude de 2016 [45] pointe même des irrégularités statistiques dans les études à l'appui de cette théorie. Ainsi, Christian Jarrett inclut cette théorie dans les « grands mythes sur le cerveau » [46].

---

[41] Gaillot (M. T.), Baumeister (R. F.), DeWall (C. N.), Maner (J. K.), Plant (E. A.), Tice (D. M.), Brewer (L. E.), Schmeidchel (B. J.), « Self-Control Relies on Glucose as a Limited Energy Source: Willpower Is More Than a Metaphor », *Journal of Personality and Social Psychology*, 92 (2), 2007.

[42] Inzlicht (M.), Schmeichel (B. J.), Macrae (C. N.), « Why self-control seems (but may not be) limited », *Trends in Cognitive Sciences*, 18 (3), 2014.

[43] Hagger (M. S.), Wood (C.), Stiff (C.), Chatzisarantis (N. L. D.), « Ego depletion and the strength model of self-control: a meta-analysis », *Psychological Bulletin*, 13 (4), 2010, p. 495.

[44] Sanders (M. A.), Shirk (S. D.), Burgin (C. J.), Martin (L. M.), « The gargle effect: Rinsing the mouth with glucose enhances self-control », *Psychological Science*, 23 (12), 2012, p. 1470-1472.

[45] Vadillo (M. A.), Gold (N.), Osman (M.), « The bitter truth about sugar and willpower: The limited evidential value of the glucose model of ego depletion », *Psychological Science*, 27 (9), 2016.

[46] Jarrett (C.), *Great myths of the brain*, The Atrium, John Wiley & Sons, 2015.

Au-delà des exemples entachés d'erreurs et que l'on pourrait ainsi multiplier, on peut également mettre en lumière une véritable stratégie argumentative déployée par G. Bronner pour tenter de justifier scientifiquement ses préjugés. Le décryptage du début du chapitre « La peur au ventre » permet d'esquisser cette stratégie. L'auteur y déploie en effet un agenda, qu'il avait exprimé dans son ouvrage *L'inquiétant principe de précaution*[47] : il s'agit de disqualifier toute inquiétude ou alerte qui pourrait freiner ou contester le développement technologique. G. Bronner est un progressiste dans le sens scientiste du terme. Il va donc s'attacher à montrer que la peur peut conduire à des comportements mal adaptés, irrationnels et irrépressibles. À l'appui de cette idée, il cite une anecdote, se réfère à une théorie contestée, et mentionne cinq résultats expérimentaux variés n'ayant en fait guère de lien avec sa proposition, mais auréolés de l'autorité des sciences cognitives.

Le premier argument est une anecdote tirée d'un ouvrage de Michael Gazzaniga. G. Bronner raconte que celui-ci se souvient avoir eu, enfant, le réflexe de faire un pas de côté après avoir perçu des herbes bouger, alors que la cause n'en était qu'un souffle de vent, et non un serpent. Ce comportement est inadapté selon le sociologue, car, écrit-il, « inspiré par la peur, le petit Michael Gazzaniga a donc dépensé beaucoup d'énergie à éviter le pire… ». Il s'agit d'une surinterprétation, car faire un pas de côté ne requiert pas beaucoup d'énergie, et on ne sait même pas si M. Gazzanigga a vraiment eu peur (et même si c'est le cas, le réflexe a lieu avant d'avoir conscience d'avoir peur). G. Bronner cite cette anecdote à l'intérêt très limité comme argument d'autorité, M. Gazzanigga étant célèbre pour ses ouvrages de vulgarisation de psychologie cognitive. Cette anecdote lui permet surtout de glisser d'une observation triviale et consensuelle – la peur fait partie du répertoire comportemental humain, ce qu'il qualifie du terme ambigu d'instinct, qui n'est guère plus utilisé en sciences – à la proposition que la peur est un comportement inadapté de l'humain dans la société moderne.

À l'appui de cette idée d'inadaptation, il se réfère à la théorie de la psychologie évolutionniste. Il indique bien qu'il s'agit d'une théorie, et il suggère même que cette théorie est provocatrice en défendant

[47] Bronner (G.), Géhin (E.), *L'inquiétant principe de précaution*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

« une forme d'innéisme décomplexée ». La psychologie évolutionniste en effet, dans le prolongement de la sociobiologie, est une sous-discipline dont l'agenda idéologique est bien identifié et dont la scientificité même est contestée, s'appuyant sur des concepts obsolètes des sciences cognitives et de la théorie de l'évolution et refusant toute critique [48]. Pourtant, l'auteur reprendra dans la suite du chapitre ses hypothèses (contestées) comme des faits. L'idée générale est que si un comportement paraît mal adapté aujourd'hui, c'est forcément parce qu'il a été bien adapté par le passé afin d'avoir pu être sélectionné. Ce qui conduit à fantasmer une histoire anthropologique correspondant à cette adaptation (erreur de raisonnement circulaire), ce que le sociologue résume ainsi : « Ces biais cognitifs sont ainsi devenus la norme biologique de l'espèce humaine puisqu'ils constituaient, jadis, un avantage sélectif » (p. 109). Il ne donne pourtant aucune référence anthropologique, et il serait bien en peine d'en trouver pour l'exemple qu'il donne concernant la logique formelle :

> « Nos lointains prédécesseurs […] ne pouvaient se permettre le luxe de raisonnements, certes objectivement valides, mais coûteux en temps et en énergie mentale. […] Ceux qui n'étaient pas biologiquement équipés de l'aptitude à faire le deuil de la logique formelle étaient tout simplement éliminés par la sélection naturelle. » (pp. 108-109)

On s'interroge en effet : quel type de traces anthropologiques permettrait d'étudier, au paléolithique, une telle « aptitude à faire le deuil de la logique formelle » ? Ou s'il existe même un soupçon d'évidence de code génétique spécifique (permettant un

[48] Le bloggeur Kum0kum a publié une série d'articles détaillés et référencés sur la psychologie évolutionniste. Il écrit ainsi dans la conclusion de sa synthèse courte : « Il existe un consensus assez remarquable tant chez les biologistes que chez les philosophes de la biologie, ainsi que chez les chercheur·ses en sciences cognitives de même que chez certain·es anthropologues évolutionnaires, pour affirmer que la psychologie évolutionniste, avec son corpus théorique et sa méthodologie actuelle, est une démarche vouée à l'échec » [en ligne], consulté le 1er novembre 2021. Voir par exemple Panksepp (J.), Panksepp (J. B.), « The seven sins of evolutionary psychology », *Evolution and Cognition*, 6 (2), 2000 ; Bolhuis (J. J.), Wynne (C. D. L.), « Can evolution explain how minds work? », *Nature*, 458 (7240), 2009, pp. 832-833 ; Rose (H.), Rose (S.), *Alas poor Darwin: Arguments against evolutionary psychology*, Random House, 2010 ; le but de cet ouvrage de référence est de déconstruire « ce qui est devenu l'un des mythes intellectuels les plus omniprésents de l'époque » (« … *has become one of the most pervasive of present-day intellectual myths* »).

mécanisme de sélection) qui pourrait déterminer cette « aptitude » étonnante.

Le premier résultat expérimental invoqué par G. Bronner à l'appui des hypothèses de psychologie évolutionniste concerne un supposé manque de capacité rationnelle à estimer correctement les faibles probabilités (p. 108). En fait, les trois études citées concernent les paris, et donc les choix faits en fonction de gains attendus. La plus récente de ces études a d'ailleurs été publiée dans *Econometrica*, une revue d'économie. Il ne s'agit en aucun cas d'un travail de neurosciences ou de psychologie portant sur les capacités de l'esprit humain à évaluer les probabilités. Ce premier exemple est donc hors sujet.

Le second résultat est une courte « correspondance » dans le journal *Nature* par John Neuhoff, qui a demandé à des participant·es d'estimer sur une échelle visuelle la magnitude d'un changement d'intensité sonore. Il observe que l'estimation est plus forte pour les sons augmentant que descendant en intensité. Il propose comme *interprétation* que cela pourrait correspondre à une surestimation de sources sonores s'approchant, qui aurait un avantage adaptatif d'alerte. G. Bronner commet une erreur en confondant l'interprétation et le résultat, quand il écrit « que nous sous-estimons systématiquement la distance qui nous sépare d'un projectile ou d'un corps qui se rapproche de nous » (p. 109) : nulle estimation de distance ni de projectiles dans l'expérience citée. Et pour cause, puisque si un tel phénomène existait dans la modalité visuelle, nous aurions bien du mal jouer au tennis, ping-pong ou autres jeux de balles et ballons ! G. Bronner déforme ensuite le sens de l'article en parlant de « réflexe mental » et de « peur » qui serait « implémentée dans notre nature même », concepts et considérations absentes de l'article. J. Neuhoff s'inscrit bien dans la théorie de la psychologie évolutionniste [49], mais seulement à propos de propriétés perceptuelles élémentaires et partagées avec d'autres espèces – objet d'étude certainement légitime mais sans lien avec les idées de peur et de mal-adaptation.

Le troisième résultat concerne l'estimation des hauteurs, qui serait surévaluée : « la perception de la hauteur d'un bâtiment est

[49] Neuhoff (J. G.), « An adaptive bias in the perception of looming auditory motion », *Ecological Psychology*, 13 (2), 2001.

beaucoup plus importante lorsqu'on se situe en haut de ce bâtiment qu'en bas » (pp. 109-110). L'auteur ne cite pas les études en question mais un ouvrage de vulgarisation de psychologie évolutionniste reprenant le thème à la mode des « biais cognitifs », écrit par deux auteurs non spécialistes de ces questions (un ingénieur agronome et économiste et un chercheur en mathématiques appliquées). Quelle que soit la validité des résultats expérimentaux sur le sujet, ils ne sauraient justifier la conclusion qu'en tire G. Bronner, selon laquelle « On peut supposer que cette disposition universelle ou presque, qui explique le sentiment de vertige dès que nous nous élevons un peu, nous invite à une forme de prudence contre les chutes » (p. 110). On peut supposer beaucoup de choses, mais le vertige n'est pas la peur du vide, celle-ci peut souvent être fort bien maîtrisée, et nul besoin de surestimation perceptuelle pour être prudent – prudence qui ne semble pas être ici un cas de mauvaise adaptation.

Le quatrième résultat est une revue de la littérature sur la perception des visages parue en 2005, par Patrik Vuilleumier, un spécialiste du domaine cette fois. G. Bronner écrit :

> « Plusieurs études ont montré que parmi des visages exprimant des émotions différentes, nous détectons prioritairement ceux qui sont en colère […]. Ces informations paraissent plus saillantes à notre cerveau parce qu'elles constituent potentiellement un danger. » (p. 110)

L'explication par le lien avec le danger est de l'auteur, pas de P. Vuilleumier. Les études auxquelles G. Bronner fait référence montrent en fait que les visages ayant une expression émotionnelle, positive ou négative (joie ou colère), sont détectées plus rapidement que des images neutres, dans des conditions spécifiques de laboratoire. Ce qui montre, pour P. Vuilleumier, une interaction entre attention et analyse du contenu émotionnel des images. Ces résultats sont intéressants mais n'ont pas de rapport avec la psychologie évolutionniste du sociologue, et surtout n'indiquent pas un traitement privilégié du danger.

G. Bronner décrit ainsi son cinquième exemple :

> « C'est sans doute pour des raisons similaires [indiquer un danger] que le rouge crée, nous l'avons vu, un effet pop-up : entre toutes les couleurs, c'est lui qui serait distingué en premier. Le rouge est d'ailleurs utilisé un peu partout dans le monde comme un indicateur de danger ou d'urgence. » (p. 110)

« Comme nous l'avons vu » réfère à la p. 94, où il affirme cette propriété de la couleur rouge sans citer de source. Il faisait alors juste référence à la faculté de « pop-out » (et non « pop-up ») qu'ont certains traits visuels, c'est-à-dire la faculté à être repérés facilement dans une tâche de recherche visuelle. C'est le cas de la couleur en général [50], pas spécifiquement du rouge, même si c'était la couleur utilisée dans l'étude originale [51]. En ce qui concerne l'utilisation universelle du rouge comme signal d'alarme, rien n'indique s'il s'agit d'une convention sociale ou s'il existe une base physiologique, comme le sous-entend pourtant le sociologue. En effet, l'article d'ergonomie cité [52] s'intéresse aux systèmes d'alerte technologiques – un domaine bien loin de l'anthropologie comparée ou des neurosciences. Ses auteurs prennent juste en compte, en tant qu'ingénieurs, que le rouge est utilisé dans nos sociétés comme signalant le danger. Il n'y a aucune prétention dans cet article à faire du rouge un universel cognitif du danger, ni dans les articles cités par ces auteurs, également des travaux d'ergonomie et d'ingénierie.

Sur la base de ces exemples, G. Bronner conclut :

> « l'espèce humaine est donc caractérisée par ce que les psychologues Martie Haselton et Daniel Nettle (2006) appellent la "paranoïa optimiste". Ce terme renvoie au fait que la sélection naturelle a favorisé les individus plus sensibles que les autres aux alarmes, qu'elles soient fondées ou non. […] Nous sommes les descendants des peureux. On le voit, le fait que la peur soit implémentée profondément dans notre nature n'a rien d'irrationnel du point de vue de l'espèce. » (pp. 110-111)

Il devrait être désormais clair que rien dans l'énumération des études citées ne justifie ce « donc » ou ce « on le voit ». L'article de M. Haselton et D. Nettle n'est qu'une proposition théorique dans le cadre de la psychologie évolutionniste, en aucun cas il ne fournit des « faits » comme quoi la « sélection naturelle a favorisé les individus plus sensibles que les autres aux alarmes ». G. Bronner ne fait donc que reproposer un raisonnement circulaire de psychologie évolutionniste, raisonnement qu'il avait décrit comme

---

[50] D'Zmura (M.), « Color in visual search », *Vision Research*, 31 (6), 1991.
[51] Treisman (A. M.), Gelade (G.), « A feature-integration theory of attention », *Cognitive Psychology*, 12 (1), 1980.
[52] Wogalter (M. S.), Mayhorn (C. B.), « Providing cognitive support with technology-based warning systems », *Ergonomics*, 48 (5), 2005.

une « hypothèse » mais qu'il se permet désormais de considérer comme confirmé après cette liste d'études, pourtant sans rapport et dont il a systématiquement déformé les résultats. Dans la suite du paragraphe, l'auteur pioche dans ses préjugés sur la préhistoire, affirmant sans aucune tentative de référence que « nos ancêtres se débattaient dans un environnement hostile », ce qui aurait amené des « dispositions à surestimer le risque » (p. 111), dispositions supposées dont il ne nous a en fait donné aucune évidence. Rien dans ces études ne suggère non plus que « l'information qui prétend nous alerter d'un danger nous attire irrésistiblement » (p. 112). Et pourtant, c'est ce que l'auteur souhaitait démontrer, ses soi-disant « invariants mentaux » devant expliquer pourquoi « notre espace public a été envahi ces dernières années par toutes sortes d'alertes sanitaires et/ou environnementales pas toujours fondées » (p. 112). Le reste du chapitre consiste principalement à dérouler de façon décousue des opinions scientistes, pro-nucléaires et anti-écologistes, sans données scientifiques ou avec des références erronées ou détournées. L'énumération pseudo-scientifique de références en début de chapitre n'aura donc été qu'une tentative du sociologue pour justifier ses opinions.

Il est possible de multiplier ainsi les exemples de mobilisations inadéquates des publications neuroscientifiques, leur lecture déformante, les généralisations abusives ou les interprétations controuvées [53]. Celles et ceux qui opèrent des bifurcations

[53] Nous invitons le lecteur ou la lectrice à consulter le document suivant, où nous avons tenté de commenter la majorité des références neuroscientifiques citées par G. Bronner, dans le chapitre sur la peur et dans le reste du livre : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03495780. L'auteur, comme d'autres (notamment Sébastien Bohler, qu'il cite), et pour soutenir son argumentation, propage notamment le neuromythe de la dopamine, par exemple lorsqu'il écrit (p. 188) « […] vous bénéficiez d'une décharge dopaminergique qui ressemble à une forme de bonheur ». La variante de la dopamine comme hormone du bonheur est sans doute la variante la plus populaire de ce neuromythe, elle est un peu plus nuancée sous la forme du « réseau de la récompense », mais en aucun cas les données neurobiologiques ne permettent de tels discours simplificateurs. Voir par exemple : Volkow (N. D.), Wang (G.-J.), Fowler (J. S.), Tomasi (D.), Telang (F.), « Addiction: beyond dopamine reward circuitry », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 108 (37), 2011 ; Salamone (J. D.), Correa (M.), « The mysterious motivational functions of mesolimbic dopamine », *Neuron*, 76 (3), 2012 ; Nutt (D. J.), Lingford-Hughes (A.), Erritzoe (D.), Stokes (P. R. A.), « The dopamine theory of addiction: 40 years of highs and lows », *Nature Reviews Neuroscience*, 16 (5), 2015 ; Forest (D.), *Neuroscepticisme*, Montreuil-sous-Bois, Les Éditions d'Ithaque, 2014. Sur le (més)usage idéologique des neurosciences en général, dans une approche

disciplinaires ou tentent des approches interdisciplinaires savent ce qu'il en coûte de maîtriser un corpus bibliographique, voire des nouveaux modes d'enquête ou des compétences techniques très poussées. G. Bronner en procédant à la va-vite, en généralisant outrageusement, en affichant des références neuroscientifiques sans en connaître toutes les subtilités, s'arroge une autorité épistémique qui pourrait paraître intimidante. Mais soumise à la critique rationnelle, cette autorité proclamée s'avère surtout un moyen de déminer par avance une critique sociologique qui ne peut s'aventurer ordinairement sur le terrain des neurosciences.

Conclusion : de l'apocalypse à l'Élysée

Un enchaînement de trois affirmations dont aucune n'est fondée, ni même définie, définit la ligne argumentative de l'essai. Nous avons donné quelques pistes sur ce que pourraient être des sujets de discussion ou de recherche concernant le sujet général auquel se rapporte *Apocalypse cognitive* (l'évolution des discours dans la sphère publique due à l'émergence du Web et des réseaux sociaux). Il ne s'agit pas ici de contester la thèse de G. Bronner : lui-même ne la définit pas ni ne donne d'arguments pour la défendre.

Comme on l'a vu, son argumentation se résume à la répétition. En effet, il mobilise les neurosciences pour alimenter une certaine panique morale et soutenir *mezzo voce* la thèse anthropologique (pour le moins contestable) selon laquelle les êtres humains doivent accepter leur « mauvaise nature » [54], et lutter en même temps contre celle-ci, à la fois individuellement (ce qui serait possible, mais seulement une fois que l'on aurait accepté de regarder en face notre vrai visage) ou par la soumission à une autorité. La façon de lutter individuellement et l'autorité en

---

d'histoire des sciences, voir : Lemerle (S.), *Le singe, le gène et le neurone*, Paris, Presses universitaires de France, 2014 ; Milam (E. L.), *Creatures of Cain: The Hunt for Human Nature in Cold War America*, Woodstock, Princeton University Press, 2019 ; Lemerle (S.), *Le cerveau reptilien. Sur la popularité d'une erreur scientifique*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

[54] Et en cela, ses écrits ne sont pas sans parenté avec les conjectures biologisantes, essentialisantes et moralisantes de la « science populaire » sur la « nature humaine » (bonne et/ou mauvaise) qui, aux États-Unis pendant la guerre froide, ont connu un grand succès idéologique et commercial. Ces productions ont inspiré toute une filmographie sur grand écran, de *2001 : l'Odyssée de l'espace* à *La Planète des singes*. Voir Milam (E. L.), *Creatures of Cain*, *op. cit.*

question ne sont pas précisées. C'est d'ailleurs en ce sens que cet essai relève aussi de la spéculation moraliste très générale. Et très classique. Que les humains ne soient pas toujours rationnels, qu'ils puissent être violents, peureux, narcissiques ou encore obsédés par la sexualité ou les apparentes futilités, cela ne surprendra personne, en tout cas aucun lecteur ou lectrice de romans ou quiconque un tant soit peu familier avec la psychanalyse. Ramener ces comportements à la « nature humaine » est une idée très présente au moins depuis le mythe du péché originel (dans la Genèse, bien avant l'Apocalypse)… On se demande donc en quoi tout cela constitue une révélation.

Peu de personnes se reconnaîtront dans le portrait caricatural de l'idéaliste « rousseauiste » cherchant à vivre dans des communautés anarchistes. On suspecte assez vite l'effet d'un biais de positionnement idéologique : les écologistes et autres « anthropophobes » (des gens qui détesteraient l'espèce humaine [55]) insupportent l'auteur, surtout les partisans de la décroissance, et il le fait savoir à longueur d'essais et d'éditoriaux dans l'hebdomadaire *Le Point* [56]. On est en revanche médusé de retrouver de telles envolées dans un ouvrage qui ne cesse de clamer son ambition scientifique.

En effet, qu'avons-nous trouvé, en fin de compte, dans les pages de cet ouvrage ? Tout d'abord de nombreuses digressions, notamment de nature politique et polémique, défendant une vision scientiste, méprisante à la fois à l'égard de la sociologie et des écologistes, et même des partisans de l'écriture inclusive – soit le fonds de commerce habituel que G. Bronner diffuse également dans les médias. Ensuite, de très nombreuses références à des études de neurosciences et de psychologie expérimentale, principalement des études sur l'attention. Ces références jouent le rôle de caution scientifique à l'idéologie que prône l'auteur d'essai en tribune,

---

[55] « L'humanisme contre la détestation de l'espèce humaine », entretien avec Gérald Bronner, propos recueillis par Foussier (Ph.), *Humanisme*, 306, 2015, pp. 73-75.

[56] G. Bronner s'associe ainsi à une nébuleuse d'éditorialistes et d'intellectuels conservateurs et libéraux dont l'essentiel de la production consiste à disqualifier les critiques faites au progrès technique et à la civilisation industrielle, que l'auteur de *La planète des hommes : réenchanter le risque* (Presses universitaires de France, 2014) se fait fort de défendre jusque dans les strates supérieures de la technocratie (il fut, par exemple, membre du conseil scientifique d'Areva). Sur ce mouvement, voir Hardy (Q.) et Jouvancourt (P. de), « Y a-t-il un "danger écologique" ? », *Socio*, 12, 2019.

même si elles n'ont pas de lien direct avec l'argumentation, comme on l'a vu. Certaines des études mentionnées par G. Bronner ne sont pas inintéressantes en soi, quand on les replace dans le cadre qui est le leur. Mais souvent, les résultats ne sont même pas reportés correctement. Enfin, certaines des études citées par le sociologue sont également contestables : il manque à l'auteur l'expertise pour s'en rendre compte. Même si on oubliait la thèse principale, l'ouvrage ne constitue donc même pas une bonne source pour connaître les travaux de neurosciences.

Mais il se pourrait que l'on manque le coche en prenant au sérieux toutes ces affirmations. À y regarder de plus près et après-coup, le registre dans lequel G. Bronner a composé son essai est plus celui du livre d'intervention que de l'essai de consommation académique. Mieux, il s'agit plutôt d'une œuvre moraliste visant à édifier ses contemporains, *a fortiori* celles et ceux que « l'apocalypse » inquiète. Ce registre-là est certes déjà épuisé par les philosophes médiatiques, donc le sociologue essayiste doit se distinguer sur ce segment de marché. Son offre se singularise par l'emphase scientifique mise sur le cerveau. Tout le problème, on l'a assez souligné, réside dans le fait que cette centration relève du forçage : cette science est précaire, ses sources sont contestables.

Mais, et c'est un phénomène qu'une sociologie des circulations (notamment politiques) des biens symboliques pourrait explorer, ces leçons de sagesse sur les cimes et s'autorisant de la science de pointe ont trouvé divers débouchés dans le champ politique et administratif, en plus de la grande distribution dans les arènes médiatiques. G. Bronner est un chercheur engagé, comme l'atteste sa participation à des cénacles ministériels, par exemple le conseil scientifique de l'Éducation nationale, et notamment son groupe de travail « Éduquer à l'esprit critique » [Lien]. L'expertise du sociologue s'avère très porteuse et en phase avec la demande politique puisque les responsables et les décideurs et décideuses non seulement lui accordent leur crédit mais en plus en redemandent, au ministère de l'Éducation nationale comme à celui de l'Intérieur. Qu'il s'agisse de « déradicaliser » des jeunes tenté·es par le terrorisme [57] ou d'aider les services du ministère délégué de

[57] L'expérience décevante de ces « tribulations » a été retracée dans un précédent essai : *Déchéance de rationalité. Les tribulations d'un homme de progrès dans un monde devenu fou*, Paris, Grasset, 2019.

Marlène Schiappa à « renforcer la lutte contre les dérives sectaires » [58], l'auteur s'est ainsi rendu de plus en plus disponible. Pour ces missions et services rendus, *Apocalypse cognitive* autant que les essais précédents constituent un socle de légitimité scientifique – et force est de constater que les critiques scientifiques pourtant nombreuses qui lui ont été adressées dans le passé n'ont en rien atteint à son capital réputationnel.

Un nouveau cap est franchi à la rentrée 2021, moment où nous achevons cette note critique. Le 29 septembre 2021, le président de la République Emmanuel Macron a installé depuis le salon de l'Élysée une commission (dite « Bronner ») chargée de « mesurer les dangers du numérique sur la cohésion nationale et nos institutions afin de mieux y faire face » (*L'Express*, 27 septembre 2021). Comme le locataire du Palais entre en campagne début 2022, il faut travailler vite et se mettre à son service. La mission doit durer trois mois seulement, et accoucher d'un rapport. Mais le démarrage a été poussif. En effet, la composition même de cette « commission » a aussitôt suscité la perplexité de nombre d'observateurs et observatrices [59]. La reconversion de cette pensée en savoir de gouvernement et guide de l'action publique semble attester qu'elle coïncide avec un agenda idéologique situé : qu'elle en constitue un relais objectif. Le propos n'est dès lors plus, seulement, d'édifier les crédules pris·es de vertige face à l'apocalypse, que de livrer un « outil » d'aide à la décision, sur un terrain – le « complotisme » à l'ère numérique – qui n'a cessé de hanter le pouvoir macroniste depuis 2017 [60].

Jean-Michel Hupé est chargé de recherche au CNRS. Il a travaillé pendant 25 ans en neurosciences et sciences cognitives sur la perception visuelle et les synesthésies, avec une attention particulière aux difficultés méthodologiques et statistiques (*e.g.*, « Statistical inferences under the Null hypothesis: common mistakes and pitfalls in neuroimaging studies ». *Frontiers in Neuroscience*, 9 (18), 2015). Il se consacre désormais à l'écologie politique au sein du laboratoire FRAMESPA et avec un collectif multidisciplinaire, l'Atelier d'écologie politique (Atécopol), plateforme

[58] Communiqué de presse « Marlène Schiappa renforce la lutte contre les dérives sectaires », 24 février 2021 [En ligne].
[59] Frachon (I.), « La composition de la "commission G. Bronner" sur le complotisme laisse perplexe », *Le Monde*, 30 septembre 2021.
[60] Saint-Martin (A.), « Complotisme », *in* Burlaud (A.), Popelard (A.), Rzepski (G.) (dir.), *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Paris, Amsterdam Éditions, 2021.

d'expertise de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (CNRS & Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées). Ouvrage collectif à paraître : *Débrancher la 5G ? Enquête sur une technologie imposée* (Écosociété, 2022).

Jérôme Lamy est historien et sociologue des sciences, chargé de recherche au CNRS et rattaché au Centre Européen de Sociologie et de Science Politique. Il travaille sur la sociologie historique des activités spatiales, l'anthropologie historique des pratiques savantes et l'étude de la circulation des concepts. Il vient de publier, avec Jean-François Bert, *Voir les savoirs. Lieux, objets et gestes de la science* (Anamosa, 2021).

Arnaud Saint-Martin est sociologue, chargé de recherche au CNRS et rattaché au Centre Européen de Sociologie et de Science politique. Ses recherches alternent entre l'histoire des sciences et techniques, notamment astronomiques, et l'étude des transformations de l'astronautique, de la guerre froide à l'avènement du « *New Space* ». Parmi ses dernières publications, *Science* (Paris, Anamosa, 2020) et *Les dossiers de l'écran. Controverses, paniques morales et usages éducatifs des écrans* (co-direction, avec Laurent Tessier, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2020).

Article publié dans *Politix* n°134, mars 2021.
https://www.cairn.info/revue-politix-2021-2-page-169.htm

https://sniadecki.wordpress.com/2023/09/01/bronner-effondrement/

Julien Giry, Antoine Hardy, Philippe Huneman,
Emmanuel Kreis, Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin

Panique morale à l'Elysée !

sur le rapport de la commission Bronner

janvier 2022

Le rapport de la commission Bronner « Les Lumières à l'ère numérique » est à replacer dans une série de dispositifs qui ont prétendument pour but de réguler l'information et de protéger « l'ordre public ». Il donne matière à une panique morale des élites et légitimité aux politiques censées y répondre. C'est dire si son absence de rigueur, sa partialité et ses fragilités n'amoindrissent pas sa nocivité.

Le 11 janvier 2022, la commission présidée par le sociologue Gérald Bronner a remis au Président de la République les conclusions et les 30 recommandations de son rapport, intitulé « Les Lumières à l'ère numérique » [61]. Le Chef de l'État a évoqué un « travail fondateur » et souhaité que celui-ci « puisse être diffusé largement et permette d'enrichir le débat démocratique » [62].

Lors du cinquantième anniversaire du congrès de la Conférence des présidents d'universités, le 13 janvier 2022 en Sorbonne, il a de nouveau évoqué le travail de cette commission, « présidée par l'un de vos éminents collègues », qui vise « à bâtir, à reconstruire ou refonder les Lumières à l'ère numérique » [63]. Pourtant, rien dans le travail de cette commission ne permet d'esquisser le début d'un tel projet, aussi ambitieux que grandiloquent.

---

[61] Le rapport peut être consulté en ligne.
[62] Voir « Remise du rapport de la Commission Bronner », site de l'Élysée.
[63] Voir « Discours du Président Emmanuel Macron à l'occasion de la clôture du 50ème anniversaire du congrès de la Conférence des présidents d'universités », site de l'Élysée.

Ce texte de 124 pages fait référence à deux reprises à l'urgence qu'il y aurait à trouver des solutions à la « désinformation » (pp. 15 et 105) et mentionne le temps très contraint qu'il a pu y consacrer (100 jours), allant jusqu'à affirmer avoir « abandonné immédiatement l'objectif d'exhaustivité ».

Or, il ne s'agit pas ici d'une question d'exhaustivité ou de délai, mais de méthodologie. Ce rapport politique, partiel et, surtout, partial, veut contribuer à la lutte contre la « désinformation », mais nous confronte à un double problème : celui de son contenu et celui du moment politique dans lequel il s'insère et qu'il conforte.

Le contenu

En ce qui concerne le contenu, des généralisations sont hâtives et grossières, des termes ne sont pas définis, des auteurs importants sur les questions du numérique ne sont pas cités, la majorité des références concerne des travaux en sciences cognitives, de neurosciences ou en psychologie sociale, ce biais naturaliste empêchant toute portée plus large des constats, et le nombre quantitativement impressionnant des personnes auditionnées (plus de 150) interroge une fois que celui-ci est rapporté au profil des personnes auditionnées et à celui de celles qui ne l'ont pas été. Comment dès lors prendre ce travail au sérieux ?

Le texte donne l'impression de se dédouaner à l'avance de cette critique en insistant sur le temps limité qu'il a pu consacrer à ce travail, dont une des missions était de présenter un « état de l'art ». Toutefois, l'ampleur des manquements constatés n'a rien à avoir un problème de temps. C'est en réalité une faute méthodologique qui empêche toute crédibilité des constats comme des propositions.

La dissymétrie entre les différentes disciplines et professions, qui auraient toutes vocation à éclairer la réflexion, est frappante : sociologie, histoire, anthropologie, didactique des sciences, par exemple de l'éducation, et philosophie, notamment, s'effacent devant cognitivistes et psychologues aussi bien dans la bibliographie que dans les auditions.

Par ailleurs, au sein de la psychologie, il n'y pas d'unanimité en ce qui concerne le sujet du rapport et il est regrettable de n'en retenir que la facette la plus connue du grand public, celle des biais et de l'irrationalité. Même sans faire appel à des sciences sociales non

naturalistes, il aurait été possible de trouver d'autres manières de construire la compréhension de ces questions.

En outre, il est gênant de voir relayé dans ce rapport une « croyance » qui prend elle-même son essor à la faveur des réseaux sociaux numériques, celle selon laquelle il existerait un consensus en psychologie cognitive quant à l'existence de biais cognitifs, signes – potentiels – d'irrationalité [64]. C'est loin d'être le cas, et d'importantes critiques de cet usage mal régulé de la notion ont été formulées aussi bien de longue date que plus récemment par des psychologues cognitifs [65].

Une dizaine de psychologues chercheurs en sciences cognitives est auditionnée, contre aucun sociologue et peu de politistes, comme si la sociologie était intégralement incarnée par le président de la commission. Deux philosophes sont entendus sous le label de philosophe, les autres le sont au titre des sciences cognitives, alors que, au hasard, Claudine Tiercelin, professeure de philosophie au Collège de France, et qui est intervenue depuis plusieurs années sur la post-vérité, n'est auditionnée ni citée dans la bibliographie [66].

---

[64] Voir sur les différentes approches des liens entre rationalité et « biais cognitifs » en psychologie : Pascal Wagner-Egger, « Les canons de la rationalité : essai de classification des points de vue dans le débat sur les biais cognitifs et la rationalité humaine », *L'Année psychologique*, vol. 111, n° 1, 2011, pp. 191-224.

[65] Voir J. I. Krueger, D. C. Funder, « Towards a balanced social psychology: causes, consequences, and cures for the problem-seeking approach to social behavior and cognition », *Behavioral and Brain Sciences*, vol. 27, n° 3, 2004, pp. 313-27 ; Ulrike Hahn, Adam J. L. Harris, « What does it mean to be biased: motivated reasoning, and rationality », *Psychology of Learning and Motivation*, vol. 61, 2014, pp. 41-102. Pour un compte-rendu philosophique de cette littérature en français, voir Marion Vorms, « Bayes et les biais. Le "biais de confirmation" en question », *Revue de métaphysique et de morale,* vol. 112, n° 4, 2021, pp. 567-590. En particulier, l'idée d'une crédulité fondamentale de l'esprit humain, largement défendue par Gérald Bronner depuis vingt ans, commence à être battue en brèche par des études de plus en plus nombreuses ; par exemple, Hugo Mercier, *Not Born Yesterday*, Princeton, Princeton University Press, 2021 ; Marion Vorms M, « Sommes-nous trop crédules ? », dans Claudia Senik (éd.), *Crises de confiance ?*, Paris, La Découverte, 2020, pp. 191-212. Il se trouve que Hugo Mercier a été auditionné et son livre est cité, mais pour énoncer que « *de même que la désinformation en ligne ne doit pas être surestimée, gardons-nous d'exagérer son influence sur les grands événements sociaux* » (p. 41). La *disputatio* menée par les psychologues sur l'idée même de crédulité native, et à laquelle il contribue, est invisible.

[66] Voir, par exemple, le numéro 297/2021 de la *Revue internationale de philosophie* consacré à la post-vérité.

Un seul historien, si on ne compte pas les deux historiens de la commission [67], apporte ses lumières sur le devenir des Lumières… Au-delà des individus, l'absence de toute historicisation des phénomènes dont il est question participe de la dramatisation à outrance du présent.

En effet, ce rapport marque par son absence presque complète de perspective historique mais également par le fait que les rares tentatives en ce sens demeurent de l'ordre de la généralité, par exemple p. 19 (« En France comme ailleurs, et bien avant l'apparition d'Internet, les récits conspirationnistes ont embrasé les esprits tout au long de notre histoire contemporaine ») et renvoient, par leur ton dramatique, à une certaine idéalisation du passé, ce qu'illustre bien l'affirmation suivante : « avec la disponibilité des fausses informations sur Internet et la polarisation des réseaux sociaux, c'est la possibilité même d'un espace épistémique et de débat commun qui est menacée » (p. 25).

Présentée de la sorte, la question de la rupture d'un espace épistémique commun laisse entendre que, par le passé, il aurait existé un espace commun qu'il conviendrait de restaurer (même si les précautions d'usage indiquent qu'aux siècles précédents tout n'était pas épistémiquement rose). Il est fortement permis d'en douter.

---

[67] Il faut aussi noter que trois membres de la commission Bronner sont membres du fonds de dotation pour la création de la Fondation Descartes, notamment son président qui est le président du conseil scientifique de ce fonds, sans que cela ne soit mentionné dans sa biographie en début de rapport (sur les trois membres de la commission Bronner qui sont membres de ce fonds de dotation, seule la biographie de Laurent Cordonier le mentionne). Le président de ce fonds de dotation est également auditionné. Six autres personnes auditionnées, au-delà des positions sociales qu'elles occupent, ont des liens avec ce fonds de dotation (membres de son conseil scientifique, de son conseil d'administration ou de son cercle des experts). Dommage que, dans un rapport cherchant à trouver des moyens pour lutter contre la désinformation « à l'ère du numérique », une transparence totale ne soit pas faite à ce sujet. Il est également regrettable que les choix des personnes et institutions sollicitées ne soient ni explicités, ni détaillés. Par exemple, dans le cas de l'audition du directeur exécutif du *CyberPeace Institute*, aucun détail n'est donné quant à cette structure. Un article publié dans *Le Monde* le 26 septembre 2019, au moment de sa création, signalait que « l'ONG sera financée par trois principaux donateurs : Mastercard, la Fondation Hewlett et Microsoft, ces deux derniers contribuant chacun à hauteur de 5 millions de dollars. Cette ONG permet donc, à nouveau, à Microsoft de s'afficher à nouveau comme porte-parole zélé de la pacification du cyberespace. »

Cette place pour le moins marginale donnée à l'histoire, marginalité partagée avec d'autres, n'est sans doute pas anodine. Un rapide survole historique permet de montrer que les phénomènes dénoncés ne sont, pour une bonne part, pas nouveaux (les accusations de manipulations par des puissances étrangères des politiques et de la presse sont par exemple un classique du XIXe et sans doute pas toujours sans fondement). La commission reconnaît d'ailleurs que l'arsenal judiciaire existe depuis la loi de 1881 ! Et pour discuter de leur forme actuelle, et de leurs effets sur les processus électoraux contemporains comme sur la vie civique, l'audition des présidents et présidentes des groupes parlementaires et des partis aurait semblé utile.

Encore une fois, il ne s'agit pas de demander au rapport de respecter les règles d'une publication académique ou de discuter de textes obscurs enfouis dans des revues inconnues ou la littérature la plus pointue. Le problème est que la partialité de ces choix et son absence de méthode empêchent tout diagnostic un peu sérieux.

C'est par exemple le cas en ce qui concerne le cœur de son sujet : le numérique. Le travail d'Antonio Casilli, spécialiste des mutations numériques dont les livres ont été largement présentés dans la presse, est absent, tout comme ceux de Nikos Smyrnaios, pourtant complètement dans le thème de la modération des contenus partagés sur les plateformes GAFAM [68].

De même, l'Institut des Systèmes complexes, qui a développé en France un des meilleurs outils de suivi des contenus sur les réseaux sociaux, en particulier pour ce qui est politique (le « tweetoscope » et le « politocscope ») n'est pas cité, et son directeur, David Chavalarias, modélisateur qui depuis des années travaille à comprendre l'effet de ces réseaux sur la politique et en particulier sur les élections – on lui doit de savoir que, pour le suffrage universel, l'*astroturfing* (faux comptes) [69] est plus dommageable

---

[68] Nikos Smyrnaios, Emmanuel Marty, « Profession "nettoyeur du net". De la modération des commentaires sur les sites d'information français », *Réseaux*, n° 205, 2017, pp. 57-90.

[69] L'astroturfing est en effet une technique de manipulation qui consiste à faire passer une information (vidéo, pétition, post de blog) ou une structure (association, collectif) comme si elle venait de citoyens alors qu'elle est en réalité l'œuvre de groupes d'intérêts, économiques ou financiers par exemple. Voir par exemple Sophie Boulay, « Exploration du phénomène d'*astroturfing* : une stratégie de

que les *fake news* (fausses nouvelles) – n'est ni auditionné, ni lu par les rédacteurs du rapport.

Un esprit malicieux rappellerait ici que ce chercheur avait utilisé ses logiciels pour démontrer que les membres du gouvernement et de la majorité présidentielle avaient largement popularisé le terme « islamogauchiste » [70], multipliant ainsi la présence d'une prétendue menace qu'ils affirmaient combattre. Les professionnels du monde digital sont d'ailleurs peu visibles, sinon pour Frances Haugen dont la très récente notoriété laisse penser qu'elle a été captée *in extremis*.

Des livres, pourtant disponibles en français, et importants pour penser les questions numériques, ne sont pas cités, par exemple le travail de Shoshana Zuboff, Bernard Harcourt, Dominique Cardon – certes auditionné – ou de Cathy O'Neill. Sans parler des philosophes dont le travail, là aussi, aurait été précieux à la réflexion collective sur les fausses nouvelles et la post-vérité, comme Cailin O'Connor, Quassim Cassam ou Pascal Engel, Mathias Girel et Gloria Origgi en France [71].

Il n'y a aucune référence aux travaux en sociologie de l'ignorance qui ont pu nourrir de façon décisive la compréhension de ce qu'est le doute ou la désinformation. Aucune référence à des travaux d'historiens des sciences qui ont eu une approche similaire. Dans la bibliographie, les approches cognitivistes servent d'alibi pour dissimuler des préjugés sur les « jeunes », les classes populaires, ou les personnes peu dotées en capital culturel…

On doit aussi regretter que la « désinformation » ne soit pas mieux définie et analysée. Où commence-t-elle ? Où finit-elle ? Dire

---

communication usurpant l'identité citoyenne dans l'espace public », *Communiquer*, 7 | 2012.

[70] Voir en ce sens : « "Islamogauchisme" : la piège de l'alt-right se referme sur la Macronie ».

[71] Shoshana Zuboff, *Le capitalisme de surveillance*, Zulma, 2020 ; Bernard E. Harcourt, *La Société d'exposition, Désir et désobéissance à l'ère numérique*, Seuil, 2020 ; Cathy O'Neill, A*lgorithmes : la bombe à retardement*, Les Arènes, 2018 ; Pascal Engel, *Les Vices du savoir: Essai d'éthique intellectuelle*, Agone, 2019 ; Dominique Cardon, *A quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, Le Seuil/La République des idées ; Mathias Girel, *Science et territoires de l'ignorance*, Éditions Quae, 2017; Quassim Cassam, *Conspiracy Theories*, Wiley, 2019 (traduction à venir aux éditions Eliott 2022). Sans compter la publication d'innombrables articles sur les *fake news* ou la post-vérité.

que cinq milliardaires s'entendent pour implanter des nanopuces dans notre sang relève de la désinformation. En revanche, qui pourrait dire qu'il est faux d'affirmer que cinq milliardaires ont un poids écrasant dans les affaires politiques et économiques mondiales à travers leurs sociétés (les GAFAM) ? L'énoncé « cinq milliardaires gouvernent le monde » est-il le résumé d'une information ou bien une désinformation ? Faute de ce travail conceptuel, le rapport sur les Lumières n'éclaire donc que les (déjà) illuminés.

Surtout, la question des sources de cette désinformation n'est pas posée alors même que des décennies de recherche sur les « marchands de doute » nous enseignent comment les industries du tabac, les industries fossiles, les biotechnologies, entre autres, manipulent l'opinion via des intermédiaires plus ou moins naïfs, consentants ou rémunérés.

Le dérèglement climatique est d'ailleurs décrit comme causé par « l'activité humaine », ce qui revient à occulter la responsabilité écrasante des industries fossiles à la fois dans la cause du réchauffement et dans les campagnes de désinformation, ce que de nombreux travaux scientifiques ont démontré, encore récemment sur le cas de Total [72].

Plus généralement, l'immense discussion, aussi bien en géologie qu'en sciences humaines, concernant le sens à donner à « l'Anthropocène », la responsabilité comparée des divers pays, périodes historiques, régimes politiques, et systèmes économiques dans le changement climatique, n'est même pas mentionnée. Or, elle a donné lieu à une exploration académique poussée des stratégies de manipulation et désinformation de la part des industries liées aux énergies fossiles, comme l'ont montré entre autres Naomi Oreskes et Erik Conway – ce qui fait de cette thématique un cas d'école pour qui s'intéresse à la désinformation.

Si le rapport déplore que le « climatoscepticisme », par le biais d'algorithmes, parvienne à capter l'attention des internautes au détriment de la science climatologique authentique, il n'interroge pas les sources de ces activités de désinformation sur Internet, lesquelles renvoient très souvent à des officines liées à des grands

[72] Voir cet article de Christophe Bonneuil, Pierre-Louis Choquet, Benjamin Franta, « Total face au réchauffement climatique (1968-2021) », Terrestres, 26 octobre 2021.

groupes énergétiques, dont certains sont européens ou même français…

S'il s'agit de faire revenir les Lumières à l'ère du numérique, pourquoi ne pas braquer les projecteurs sur les artisans de l'obscurité ? La référence lancinante aux mécanismes « cognitifs » est une sorte de couverture pudique masquant l'absence d'explicitation des enjeux politiques les plus durs. Que ce soit si patent est une source de perplexité, vu qu'une partie non négligeable des personnes auditionnées se classe parmi les élus et responsables politiques et administratifs.

Ces derniers auraient aussi pu être intéressés par des travaux mentionnant le rôle des lobbies (industrie agro-alimentaire ou industrie pharmaceutique, par exemple) dont le poids et l'influence, à Bruxelles notamment, sont documentés par de nombreuses enquêtes [73] et qui essaient de nous faire croire qu'ils œuvrent pour le bien public.

S'il s'agit de faire une synthèse de la connaissance sur ces questions, force est de constater qu'une part massive des résultats de la recherche de ces vingt dernières années manque à l'appel. Bien entendu, si l'on était en présence d'un travail un peu laborieux rendu par un étudiant de M1 à court de temps, préférentiellement en sciences cognitives, on pourrait être indulgent. Mais doit-on l'être lorsqu'il s'agit d'un rapport commandité par le Président de la République, dirigé par un chercheur auréolé du « Prix Aujourd'hui 2021 », et destiné à allumer nos Lumières dans un monde numérique ? Il est permis d'en douter. Plus encore quand les fautes du rapport ne se limitent pas aux manques de la bibliographie et de la liste des personnes auditionnées.

Le chapitre 1 fait par exemple référence, dans le cas du rapport aux vaccins, à une étude qui se base sur des données déclaratives concernant l'intention de se faire vacciner ou non en septembre 2020, soit avant même les débuts de la vaccination (l'autorisation de mise sur le marché au Royaume-Uni a eu lieu tout début décembre 2020). Surtout, comme le rappelle notamment les sociologues Jeremy Ward et Patrick Peretti-Watel, il n'y a que peu

[73] Voir notamment Marc Milet, *Théorie critique du lobbying. L'Union européenne de l'artisanat et des PME et la revendication des petites et moyennes entreprises*, Paris, L'Harmattan, 2017.

de liens entre l'intention déclarée à un moment donné de se faire vacciner et l'effectivité de la vaccination [74] ou, plus simplement encore, les différentes vagues de l'enquête publique CovidPrev menée par les autorités de santé publique [75].

Surtout, le déterminant principal de l'acte de vaccination n'est pas les informations lues sur Internet mais bien les informations et la pratique vaccinale des proches [76]. À ce titre, la confiance dans le médecin de famille est primordiale. C'est aussi ce que souligne l'enquête récente « Les Français et la Science » qui montre que pour les informations scientifiques et médicales, les Français font le plus confiance aux scientifiques et aux médecins [77].

L'absence de rigueur n'est pas cantonnée à ce seul exemple. La défiance et la théorie du complot ne font pas l'objet d'un travail de définition sérieux et circonstancié [78], alors que le rapport estime par ailleurs que « plusieurs études, conduites tant aux États-Unis qu'en France, soulignent que la désinformation constitue probablement une part minoritaire du volume global des actualités consultées sur les réseaux sociaux, et plus largement sur Internet. » (p. 41).

Autrement dit, l'heure est grave mais la menace n'est pas sérieuse. À moins que ce ne soit l'inverse… C'est un « gouvernement de la critique », pour reprendre l'expression de Sezin Topçu, sans autre référentiel que l'urgence et la nouveauté. Le recours à la mise en scène du risque et du danger apparaît comme une théâtralisation de l'arrivée des secouristes de la raison.

Le rapport ne distingue pas non plus l'esprit critique de la pensée critique. Pourtant, les deux syntagmes ne sont pas du tout synonymes. Le premier renvoie à des formes de tri ou d'évaluation

---

[74] Jeremy K. Ward, Patrick Peretti-Watel, « Comprendre la méfiance vis-à-vis des vaccins : des biais de perception aux controverses », *Revue française de sociologie*, vol. 61, n° 2, 2020, pp. 243-273.
[75] En ligne.
[76] Emily K. Brunson, « The Impact of Social Networks on Parents' Vaccination Decisions », *Pediatrics*, vol. 31, n° 5, 2013, e1397-404.
[77] Voir le sondage « Les Français et la Science ».
[78] Julien Giry, « Étudier les théories du complot en sciences sociales : enjeux et usages », *Quaderni*, n° 94, 2017, pp. 5-11 ; Julien Giry, Pranvera Tika, « Conspiracy theories in political science and political theory », *in* Peter Knight, M. Butter (eds.), *The Routledge Handbook of Conspiracy Theories*, Londres, Routledge, 2020, pp. 108-120.

des démarches pseudo-scientifiques (c'est, par exemple, le sens de la démarche « zététique » vulgarisée depuis Henri Broch) ou à des compétences à acquérir au cours de la formation scolaire [79]. Le second syntagme désigne un ensemble plus large encore de théorisations intellectuelles de l'ordre établi et naturalisé (la critique du pouvoir chez Michel Foucault, notamment), mais également de théories politiques normatives, et même, pour user d'un rappel scolaire, la tradition philosophique inaugurée par Kant.

Dans l'analyse, aucune référence, non plus, à la concentration des médias par des groupes industriels. Aucune mention concernant le rôle des plateformes, Facebook et Google en particulier, dans le financement de la presse et la difficulté à accéder aux informations de ces partenariats [80]. Aucune mention des difficultés subies par l'université, mais un soutien demandé pour « la recherche scientifique sur la désinformation en ligne et sur les ingérences numériques étrangères », ce qui correspond en partie au programme de travail du président de la commission.

S'il ne s'agit pas de personnaliser la critique sur Gérald Bronner, puisque le rapport est issu du travail officiellement mené par une commission composée de 14 membres au total, le choix de lui confier la présidence de cette commission paraît largement discutable sur le plan scientifique. Son dernier ouvrage *Apocalypse cognitive* (2021), qui porte sur un sujet similaire, se distingue par des généralisations, erreurs et approximations nombreuses, soulignées notamment par Dominique Boullier dans AOC en avril dernier [81] – critiques qui n'ont reçu aucune réponse à notre connaissance.

---

[79] Les rapports sur ce sujet préexistaient déjà, par exemple celui de mars 2021, intitulé « Éduquer à l'esprit critique. Bases théoriques et indications pratiques pour l'enseignement et la formation », et « rédigé dans le cadre des travaux du groupe de travail "Éduquer à l'esprit critique" du Conseil scientifique du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports », sous la direction d'Elena Pasquinelli et Gérald Bronner. Ou, sur un thème un peu différent, celui remis au Ministre de l'Éducation en juillet 2021, intitulé « Renforcer l'éducation aux médias et à l'information et la citoyenneté numérique ». La multiplication des rapports sur des sujets aussi proches, et à des dates aussi rapprochées, interroge fortement.

[80] Voir en ce sens la récente enquête de Laurent Mauduit, « Les médias sous la domination de Google et Facebook », *Mediapart*, 5 janvier 2022.

[81] Dominique Boullier, « Le biais Bronner ou la *reductio ad cerebrum* », *AOC*, 9 avril 2021.

Surtout, il est difficile par moments de distinguer ce qui relève de la pensée de Gérald Bronner et du travail collectif des membres de la commission, plus encore dans un cas d'auto-plagiat qui voit un passage du rapport (p. 18) reprendre ce qui était écrit dans l'avant-propos du dernier livre du sociologue [82]. Comme si les conclusions du rapport étaient déjà contenues dans l'essai, dont il s'agirait de confirmer les intuitions, et ce, sans jamais les réviser [83].

À ce titre, on ne peut manquer de relever dans ce rapport l'omniprésence de la perspective défendue par Gérald Bronner, selon laquelle les idées et les opinions s'inscrivent dans « un marché de l'information » [84]. On trouve ainsi dans le rapport six occurrences de « marché de l'information » et deux de « marché cognitif », sans argument pour défendre la perspective, ni même offrir au lecteur une caractérisation exacte de ce marché : qui sont les producteurs et les consommateurs ? Quels sont les biens échangés ? De manière générale, comment caractériser les conditions de « concurrence libre et non faussée » qui, selon les économistes, garantissent le bon fonctionnement d'un marché ?

---

[82] Pour être plus précis, le rapport de la commission écrit, p. 18 : « Ceci a toutes sortes de conséquences, mais la plus évidente est l'éclosion d'une *concurrence généralisée de tous les modèles intellectuels qui prétendent décrire le monde, des plus frustes aux plus sophistiqués. Aujourd'hui, quiconque dispose d'un compte sur un réseau social peut directement apporter une contradiction, sur la question des vaccins par exemple, à un professeur de l'Académie nationale de médecine. Le premier peut même avoir plus d'audience que le second.* Cette concurrence généralisée des points de vue, non hiérarchisés selon les compétences et le savoir de ceux qui les font valoir, peut-elle faire advenir ce monde de connaissance auquel aspiraient nos ancêtres du siècle des Lumières ? ». Dans l'avant-propos d'*Apocalypse cognitive*, il est écrit : « Cette situation a affaibli le rôle des *gate keepers* traditionnels (journalistes, experts académiques… toute personne considérée comme légitime socialement à participer au débat public) qui exerçaient une fonction de régulation sur ce marché. Ce fait sociologique majeur a toutes sortes de conséquences mais la plus évidente est que l'on assiste à une *concurrence généralisée de tous les modèles intellectuels (des plus frustes au plus sophistiqués) qui prétendent décrire le monde. Aujourd'hui, quelqu'un qui détient un compte sur un réseau social peut directement apporter la contradiction, sur la question des vaccins par exemple, à un professeur de l'Académie nationale de médecine. Le premier peut même se targuer d'une audience plus nombreuse que le second.* » Nous soulignons.

[83] On trouvera une critique approfondie dans l'article suivant : Jean-Michel Hupé, Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin, « Effondrement sociologique ou la panique morale d'un sociologue », *Politix*, n° 134, 2021, pp. 171-195.

[84] *Ibid.*, pp. 178-180.

Si la perspective en reste au stade de la métaphore, et repose sur une crédibilité intuitive immédiate, elle permet toutefois de justifier l'objectif de « régulation » que vise le rapport. Par définition, un marché qui fonctionne mal doit en effet être régulé. Or si cette prémisse du « marché de l'information » est rendue à son statut de simple hypothèse plutôt que de fait brut, il n'y a plus rien de naturel dans l'exigence d'une régulation (forcément étatique) de ce marché.

Le contexte

Que l'Élysée commande un tel rapport et s'enthousiasme de son résultat interroge. Les questions traitées relèvent d'abord d'instances déjà existantes. Citons, d'abord, le Conseil national du numérique, qui a produit en juin 2021 un rapport de près de 100 pages sur un sujet très proche et organisé de manière systématique et didactique, qui gagnerait à être mis en balance avec cette nouvelle livraison – qui fait pâle figure en comparaison [85].

Ensuite, mentionnons les travaux issus du groupe de recherche transdisciplinaire européen COMPACT, composé de plus de 150 chercheurs. Il en résulte un état de l'art bien plus consistant que ledit rapport, repris dans le très complet *Routledge Handbook of Conspiracy Theories* paru en 2020 [86], augmenté de recommandations aux pouvoirs publics dans plusieurs langues.

Enfin, le contournement des instances pourtant mobilisables (et d'ailleurs mobilisées) par l'exécutif élyséen n'est certes pas une première. Dans le domaine de la santé publique, d'autres cénacles ont été court-circuités par la mise en place de conseils et d'outils consultatifs à l'indépendance questionnable.

Le résultat, nous l'avons vu, justifie encore moins d'être passé outre les instances existantes [87]. Alors à quoi sert ce rapport ? Plusieurs hypothèses, cumulatives, méritent d'être mentionnées.

---

[85] Ce rapport est intitulé « Récits et contre-récits, Itinéraire des fausses informations en ligne ». Voir : https://cnnumerique.fr/nos-travaux/recits-et-contre-recits-itineraire-des-fausses-informations-en-ligne

[86] Peter Knight, Michael Butter (eds.), *The Routledge Handbook of Conspiracy Theories*, Londres, Routledge, 2020.

[87] Plusieurs procès-verbaux des auditions, mis en ligne, sont par ailleurs largement inexploitables. Certains ne différencient pas les propos selon les intervenants et

La première est le calendrier électoral et la volonté manifestée par le Président de la République de s'afficher en candidat de la rationalité, rassurante et raisonnable, face à la démagogie et l'*hubris* censées être uniformément incarnées par Éric Zemmour, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

C'est une stratégie qui se retrouve dans plusieurs discours présidentiels, lorsqu'il qualifie par exemple d'« amish » les opposants à la 5G, ainsi qu'au niveau du gouvernement avec des ministres qui invoquent une « écologie de la raison », terme déjà employé par les climato-négationnistes Luc Ferry et Claude Allègre dans un livre où cette écologie était censée s'opposer à celle de la peur [88].

D'autant plus que cette entreprise répond directement à une commande de l'Élysée, donc à un agenda politique, à un moment clé du mandat du locataire du Palais, plus que jamais en campagne pour sa réélection à trois mois du premier tour de l'élection présidentielle. L'indépendance revendiquée par cette commission est toute relative, et ses résultats et conclusions sont rendus disponibles sur le site elysee.fr : c'est, par définition, de l'aide à la décision politique et un rapport politique.

La deuxième hypothèse consiste à resituer ce rapport dans un moment plus large qui cherche à trier, sans aucune réflexion sur les pratiques et les usages, les bons et les mauvais canaux d'information. Ce rapport n'est alors qu'un dispositif parmi d'autres qui permet de donner matière à cette panique morale des élites et légitimité aux politiques censées y répondre.

Une série de dispositifs ont prétendument pour but de réguler l'information et de protéger « l'ordre public » : loi du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires qui avait été dénoncée par de nombreuses associations ; loi du 22 décembre 2018 sur la

---

l'audition n'est ainsi restituée que sous la forme d'une synthèse globale (c'est par exemple le cas pour les auditions de Google, LinkedIn, TikTok, Meta, du ministère de la Culture ou du CSA). Certaines vidéos des auditions sont accessibles pour compléter ces documents inégaux qui sont parfois sans date ou sans mention de l'identité des personnes auditionnées. En revanche, pour reprendre la liste déjà citée, le procès-verbal est le seul support qui reste des auditions de Google, LinkedIn, du Ministère de la Culture et TikTok.

[88] Voir Quentin Hardy et Pierre de Jouvancourt, « Y a-t-il un "danger écologique" ? », *Socio*, n° 12, 2019, pp. 159-185.

manipulation de l'information ; brève création de l'espace dédié « Desinfox » destiné à recenser les « sources d'informations sûres et vérifiées » selon les termes de la porte-parole de l'époque du gouvernement ; loi du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet, dite « loi Avia » largement censurée par le Conseil Constitutionnel et dont l'article 16 crée un « Observatoire de la haine en ligne » ; création du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum). Le site Internet vie-publique.fr considérait déjà en juin 2019 que de « nombreux textes existent en droit français pour réprimer les diffuseurs de fausses nouvelles dans l'intention de nuire et également fixer des règles aux plateformes numériques » [89].

Il ne s'agit ni de nier que le numérique pose des problèmes ni de faire le bilan, dans le cadre de ce texte, des lois existantes. Ce qui interroge, en la circonstance, c'est la multiplication de ces dispositifs qui dessinent une forme de « panique morale » du côté des dépositaires du pouvoir.

Le sociologue Stanley Cohen avait donné une définition de ce terme dans son ouvrage de 1972 où il décrit comment des personnes, groupes ou épisodes de la vie collective deviennent définis comme une « menace pour les valeurs et les intérêts de la société ». Des « barricades morales » sont alors occupées par des « personnes bien pensantes » et des « experts socialement agréés prononcent leurs diagnostics et leurs solutions ».

Comme l'écrit Cohen, l'objet de la panique peut être nouveau ou ancien, disparaître ou perdurer, ne pas laisser de traces ou remodeler une société [90]. Le rapport qui nous occupe illustre

---

[89] Voir Vie publique, « Fausses nouvelles, manipulation de l'information : comment lutter contre les « fake news » ? »

[90] Voir le chapitre 1 de *Folk devils and moral panics: The creation of the Mods and Rockers* (1972) : « A condition, episode, person or group of persons emerges to become defined as a threat to societal values and interests; its nature is presented in a stylized and stereotypical fashion by the mass media; the moral barricades are manned by editors, bishops, politicians and other right-thinking people; socially accredited experts pronounce their diagnoses and solutions; ways of coping are evolved or (more often) resorted to; the condition then disappears, submerges or deteriorates and becomes more visible. Sometimes the object of the panic is quite novel and at other times it is something which has been in existence long enough, but suddenly appears in the limelight. Sometimes the panic passes over and is forgotten, except in folklore and collective memory; at other times it has more

davantage une panique morale des dominants [91] qu'une « panique conspirationniste » [92] des classes populaires ou des « jeunes » sur lesquels les dominants projettent leurs propres fantasmes d'irrationalité, de « crédulité » ou « d'imbécillité ».

La troisième hypothèse est de comprendre ce rapport comme une ressource symbolique pour des projets en cours ou à venir. Le chapitre 6 du rapport est ainsi l'occasion d'un plaidoyer pour un Science Media Center version française. Le projet d'une telle maison de la science et des médias était inscrit dans le projet de Loi de programmation de la recherche présenté à l'automne 2020 mais semble pour le moment abandonné [93].

Porté en France par une chercheuse, Virginie Tournay [94], ce projet s'inspire du Science Media Center britannique où des journalistes peuvent venir piocher des informations et des citations directement utilisables auprès de prétendus experts, un cas d'école de la mise sous tutelle de l'information par des intérêts industriels et financiers [95]. Le rapport n'en reprend certes pas la terminologie, mais l'argumentation correspond à une rhétorique défendant un tel centre en France : « Comment s'assurer que le recrutement des experts, par exemple en période de pandémie, suive un processus rationnel plutôt que les injonctions de l'urgence et la facilité de carnets d'adresses peu souvent renouvelés ? Les réponses apportées lors des auditions menées par la commission à ce sujet n'étaient guère convaincantes. À ce sujet, il manque clairement une intermédiation entre le monde de la science et celui des médias. » (p. 96).

L'absence de référence directe à un tel centre peut clairement se lire comme une manière d'en populariser l'idée sans recourir à son

---

serious and long-lasting repercussions and might produce such changes as those in legal and social policy or even in the way the society conceives itself. »

[91] Arnaud Saint-Martin, « Complotisme », *in* Antony Burlaud, Allan Popelard, Grégory Rzepski (dir.), *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Paris, Amsterdam Éditions, 2021, pp. 763-771.

[92] Jack Z. Bratich, *Conspiracy Panics: Political Rationality and Popular Culture*, Albany, State University of New York Press, 2008.

[93] Voir ce qu'en disent les journalistes Sylvestre Huet et Stéphane Foucart, « La crise sanitaire secoue le journalisme ».

[94] Voir Virginie Tournay, « Pour un Science Media Center à la française ».

[95] Voir Stéphane Foucart, Stéphane Horel, Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte, 2020.

nom. La régulation de l'information s'entend ici comme une manière de délégitimer tout discours critique sur l'innovation, la technologie ou les orientations économiques et apparaît comme une volonté d'écarter, matériellement et symboliquement, toute alternative à la vision dominante de « l'intérêt général » [96].

•

Les rapports commis par des scientifiques aux représentants politiques sont légion. Ils ont des destinées contrastées : bien souvent rapidement oubliés dans les dédales de la bureaucratie, il leur arrive de se voir promus boussole politique décisive – ce fut le cas, par exemple, du rapport Aghion-Cohen de 2004 qui a méthodiquement organisé le démantèlement encore en cours de l'enseignement supérieur et de la recherche.

On ne peut prévoir à coup sûr la trajectoire du rapport Bronner. Toutefois, s'il était appelé à conduire la politique d'un prochain gouvernement, le danger est grand de voir sur quelles bases fragiles (nous euphémisons), discutables et idéologiquement orientées elle serait menée.

Le problème que pose le contenu du rapport de la commission Bronner remis au Président de la République n'est pas seulement celui des manquements et des orientations d'un travail qui renseigne sur la manière dont se structure aujourd'hui un discours officiel sur le numérique, la vérité et l'information. C'est l'apparente dépolitisation que sa lecture fait apparaître : ce rapport, censé faire un état de l'art assorti des recommandations de rigueur, est en réalité un texte politique, mais il traite l'objet de son questionnement comme étant largement technique.

Il fabrique en outre une conception de la vérité comme objet largement désencastré, à la fois flottant au-dessus du monde social et suspendu dans un vide, pour mieux soutenir et, en même temps, naturaliser au nom d'une prétendue rationalité non idéologique, une réforme néolibérale de divers pans de la société.

---

[96] Voir également la critique en ce sens de Jérôme Santolini, chercheur et administrateur de l'association Sciences citoyennes. Selon lui, « il s'agit d'empêcher toute possibilité de débat citoyen sur les usages de technologies qui restent controversées, de disqualifier et neutraliser tout discours concurrent dans la sphère publique en taxant ceux qui pourraient s'y opposer de radicaux, d'obscurantistes, de populistes… voire d'Amish. » Dans « L'information scientifique comme enjeu politique », *Terrestres*, 2 novembre 2020.

Julien Giry
Politiste, Chercheur à l'université de Tours/PRIM et membre du programme ANR « VIJIE » (Vérification de l'Information dans le Journalisme, sur Internet et l'Espace Public)
Antoine Hardy
Politiste, Doctorant en sciences politiques au Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux
Philippe Huneman
Philosophe, Directeur de recherche à l'IHPST (CNRS/Paris-I)
Emmanuel Kreis
Historien, Chercheur au GSRL-EPHE-PSL
Jérôme Lamy
Historien, Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir, Université de Toulouse Jean Jaurès et CNRS
Arnaud Saint-Martin
Sociologue, Chercheur au CNRS, rattaché au Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne (CNRS, EHESS, Paris 1)

Article publié sur le site *Analyses Opinions Critiques* le 19 janvier 2022.
https://aoc.media/analyse/2022/01/19/panique-morale-a-lelysee-sur-le-rapport-de-la-commission-bronner/

https://sniadecki.wordpress.com/2023/09/02/bronner-panique/

Edition réalisée par :
Bertrand Louart,
Radio Zinzine
04 300 Limans,
France.

Texte disponible sur le blog :
Et vous n'avez encore rien vu…
Critique de la science et du scientisme ordinaire
<http://sniadecki.wordpress.com/>